

Charles WEST, Reframing the feudal revolution: political and social transformation between Marne and Moselle, c. 800 – c. 1100, New York: Cambridge University Press, 2013, 307 p.; ISBN 9781107028869; 104,99 US-\$.

Cet ouvrage, qui est la publication de la thèse remaniée de Charles West, répond à une question relativement simple : en quoi considérer la révolution féodale à partir d'une connaissance fine de l'époque carolingienne permet-il de réviser le débat mutationniste ? La plupart des historiens qui ont travaillé sur cette thématique ne furent pas des spécialistes du haut Moyen Âge et voyaient le X^e siècle comme étant en rupture totale avec un IX^e siècle dont ils avaient une image politique erronée, se figurant une société très institutionnalisée et un État carolingien très centralisé. Revenir sur la période carolingienne permettrait donc de sortir de l'impasse dans laquelle s'était enlisé le débat mutationniste ces dernières années.

Cette thèse doit-elle être vue comme une pierre jetée dans le jardin des mutationnistes ou dans celui de leurs opposants ? La réponse n'est pas évidente. Les recherches sur cet espace ne révèlent aucun chaos particulier, ni aucune généralisation d'une prétendue privatisation de l'espace public, et les évolutions que l'on peut constater se sont inscrites sur le temps long, de manière extrêmement progressive. Néanmoins, du début du IX^e siècle à la fin du XI^e siècle, on note un changement important de la nature même du pouvoir politique, avec la mise en place d'un féodalisme, terme que l'auteur ne refuse pas d'utiliser, dans le sens d'une structure sociopolitique dans laquelle chaque juridiction est morcelée, où la souveraineté est « parcellisée »¹ et où les relations sociales sont extrêmement formalisées. L'originalité de cet ouvrage vient de l'identification de la cause de cette « révolution féodale », qui n'aurait pas été provoquée par l'échec des Carolingiens. À l'inverse, Ch. West voit dans ces changements l'apogée du « moment carolingien », qu'il comprend comme un système de « centralisation décentralisée, fonctionnant à travers une coalescence d'intérêts : une royauté liturgique, réifiant des revendications informelles en droits et un pouvoir en juridiction » (p. 263). Tout ceci explique le

¹ Expression utilisée par Perry Anderson, *Passages from feudalism to antiquity*, Londres, 1974.

titre de l'ouvrage, puisque l'auteur est un mutationniste, mais selon ses propres termes, qui ne sont en réalité pas très éloignés des positions anti-mutationnistes : il recadre et recontextualise dans le temps long la « révolution féodale » à l'aide d'une très riche documentation, ses sources allant des cartulaires aux traités théologiques, en passant par des rapports de fouilles archéologiques et allant jusqu'à l'utilisation de sources orales de la fin du XIX^e siècle.

L'espace géographique traité, pour l'essentiel la Champagne et la Lorraine, ne va pas de soi. Ch. West n'a pas voulu faire de l'histoire régionale, son objectif étant de répondre à un débat historiographique plus large. Il a choisi cette zone d'étude, puisqu'elle permet, selon lui, de convoquer les historiographies françaises et allemandes, très différentes, pour traiter d'un espace relativement homogène, avant que ces deux entités n'évoluent très différemment au XI^e siècle. Ces divergences semblent pourtant être apparues en réalité beaucoup plus tôt et, dès le traité de partage de 843, Champagne et Lorraine (l'espace traité correspond en réalité plus ou moins à la province de Trèves) s'engagent, au moins politiquement, dans des voies assez distinctes, ce que l'on constate en s'intéressant en détail aux fortifications, aux monastères ou aux rapports des grands laïcs aux évêques, assez différents d'un espace à l'autre.

Dans une première partie, l'auteur montre le pouvoir bien réel des comtes, des évêques et des rois. Il analyse cependant les limites de ces institutions et l'absence de rigidité de la société carolingienne. L'aristocratie, aux statuts flous, aux domaines mal définis, essayait de s'imposer par la violence, et, en l'absence d'une « bureaucratie » carolingienne, elle encadrait directement les communautés paysannes. La rivalité entre les différents pouvoirs locaux générerait une balance des pouvoirs globalement stable, qui trouvait un équilibre indépendamment de toute intervention du pouvoir central. L'élan réformateur carolingien est pourtant une réalité qui a pris de nombreuses formes, aussi bien culturelles que religieuses ou politiques. Les rois carolingiens n'avaient pas les ressources fiscales dont disposaient les empereurs romains et fondèrent leur pouvoir sur d'autres bases, insistant sur des aspects liturgiques et moraux, théorisant leur usage du pouvoir et surtout clarifiant les relations sociales par l'usage massif de l'écrit comme outil de commandement. La communication, qui était un objectif à part entière pour les Carolingiens, passait par l'imposition de serments supposés créer un lien personnel entre le roi et ses sujets, par une « liturgisation » toujours plus marquée de la royauté. Cette codification administrative et institutionnelle est très visible dans les sources, mais elle doit être comprise comme le canal d'un processus sous-jacent, qui n'a pas été imposé du centre vers les seigneuries. Bien au contraire, les élites étaient intéressées par cette « liturgisation » du pouvoir, cette volonté d'ordonner le monde, de clarifier l'organisation symbolique du pouvoir à travers différents gestes et rites, puisqu'elles se voyaient offrir les moyens de « co-ordonner » symboliquement l'Empire. La différence entre ce modèle carolingien et l'idéologie de l'époque mérovingienne n'est presque pas évoquée, alors qu'il s'agirait là d'une rupture intéressante à étudier. Mais la comparaison de ces deux formes de pouvoir constituerait un autre travail à part entière.

La seconde partie est consacrée au « long dixième siècle » (c. 880 – c. 1030). Là encore, la démarche est à la fois top-down et bottom-up. L'étude porte dans un

premier temps sur le reflux de l'autorité royale, tout en le nuancant : l'empereur continue ainsi à lever l'ost de manière importante, le comte de Luxembourg allant par exemple combattre pour Conrad II à différentes reprises dans les années 1030. Pour l'auteur, cette faiblesse royale ne marque absolument pas une discontinuité avec la période précédente. Si la royauté carolingienne a décliné, c'est parce que les élites n'ont rien fait pour l'empêcher et ont même agi en ce sens. Il ne faudrait pas chercher dans des crises externes (raids vikings ou changements climatiques), des faiblesses internes ou dans la malchance individuelle de tel ou tel roi la cause de la transformation du monde carolingien, mais plutôt dans l'évolution du contexte social à l'échelon local, les aristocrates n'éprouvant désormais plus le besoin d'obtenir le soutien d'une cour qui n'avait plus rien d'essentiel à offrir. Cet affaiblissement royal ne serait donc pas une cause mais au contraire une conséquence de l'émergence de seigneurs locaux forts, jugeant secondaire le fait d'être soutenus par l'autorité royale pour dominer localement. On observe alors différents changements significatifs, comme une précision progressive des relations entre les seigneurs et ceux qui cultivent leurs terres, avec une distinction du pouvoir foncier et de celui de justice sur les hommes, ou encore avec la transformation des comtés et des centres comtaux. Il faudrait peut-être nuancer ce dernier point, car la documentation du X^e siècle ne révèle pas de manière indubitable que les centres des nouveaux comtés aient été les lieux de résidence des comtes.

Ch. West parle alors d'un « appauvrissement symbolique » à partir des années 900/910, dans le sens où les symboles et les différents signes utilisés perdirent toute polyvalence. Cette clarification politique, cette normalisation des relations sociales aboutit à une société plus lisible, sans ambiguïté, et cela dans de nombreux domaines, de la pratique de la pénitence jusqu'à la définition de la nature du pouvoir des comtes. L'apparition du terme *comitatus* dans les chartes est un révélateur de ce phénomène et montre un pouvoir comtal qui se définit désormais lui-même selon ses propres termes. De même, on abandonne les anciens formulaires carolingiens qui avaient pour objectif de maintenir et d'amplifier la domination sociale, notamment sur les paysans. Les relations sociales ayant évolué dans le sens souhaité par cet esprit carolingien, les chartes peuvent désormais décrire de manière plus simple, à l'aide d'un vocabulaire nouveau, ce qui constitue maintenant une réalité.

Enfin, la dernière partie concerne les années 1030-1130, qui voient l'émergence de la seigneurie « banale ». Cette dernière ne représente pas une usurpation des droits royaux et ne constitue en rien une rupture brutale avec la période carolingienne. On formalise, on précise et on conceptualise en réalité ce qui existait déjà de manière informelle. On aboutit ainsi, concernant le pouvoir sur la terre et sur les hommes, à des statuts définis, mais également négociables et, de fait, négociés. Le *bannum*, terme qui apparaît en 1038 pour notre espace et se répand dans les années 1060, n'est donc qu'un pouvoir social « pétrifié », rendu manifeste, qui, de facto, existait déjà. L'auteur revient ensuite sur la multiplication des châteaux au XI^e siècle, en montrant bien les implications sociales et politiques de ce phénomène, mais en sous-estimant peut-être les évolutions architecturales et les différences entre ces fortifications et celles de l'époque carolingienne. Il consacre enfin une étude approfondie aux concepts de fief et d'hommage, symboles de la formalisation et de la rigidification des relations sociales, en montrant par exemple comment, selon Balderic, dans ses *Gesta*

Alberonis, le comte Henri de Luxembourg aurait, au milieu du XII^e siècle, abandonné l'idée d'attaquer par surprise l'archevêque de Trèves, car il n'avait pas formellement renoncé à son lien de subordination envers lui. Sur cette question, Ch. West dresse un tableau historiographique assez large et critique notamment les méthodes et les résultats de l'ouvrage de S. Reynolds, *Fiefs and vassals: the medieval evidence reinterpreted*. Sur cet aspect, comme sur d'autres, on pourra cependant s'étonner de la très faible utilisation de l'historiographie luxembourgeoise. Certes, les différentes Journées lotharingiennes sont bien convoquées, mais les travaux de J. Schroeder ou de M. Margue sont quasiment absents alors que ces historiens ont apporté une contribution majeure à l'étude de ces problématiques.

Tout au long du XI^e siècle, Ch. West constate la différenciation progressive de la Lorraine et de la Champagne. Alors que les comtes de Champagne ont réussi à progressivement dominer clairement toute l'aristocratie champenoise, le duc de Haute-Lotharingie n'est pas arrivé à s'imposer aux comtes de Luxembourg ou de Bar. Les différences entre ces deux régions s'expliqueraient en partie par le poids de l'avouerie, rôle plus clairement défini en Lotharingie. Dans cet espace, l'avouerie aurait permis de renforcer les seigneuries, alors que l'on constate en Champagne une plus grande fragmentation spatiale, car la cour royale et les grands domaines ecclésiastiques coordonnèrent moins le phénomène d'émergence de droits nouveaux qu'en Lotharingie. Ainsi, le Luxembourg s'est en grande partie construit sur les ressources de Saint-Maximin de Trèves et d'Echternach, dont les comtes de Luxembourg furent avoués. Ce développement lotharingien de l'avouerie s'expliquerait également par un plus grand conservatisme, puisque ce phénomène aurait été encouragé par une royauté germanique forte et globalement stable, alors qu'en Champagne, où le roi et les évêques étaient moins forts, le phénomène de l'avouerie fut très secondaire. Concernant ce thème de l'avouerie, il faudrait peut-être déconstruire encore davantage le discours de dénonciation d'avoués prédateurs que l'on trouve dans les chartes du XI^e et qui fut repris par la suite par les historiens qui n'ont vu dans l'avouerie, souvent de façon anachronique, qu'une manière de fonder des principautés territoriales² indépendantes du pouvoir central.

D'un point de vue formel, quelques remarques peuvent être formulées. Les titres abrégés de plusieurs articles sont cités en note de bas de page sans que les références complètes ne se trouvent dans la bibliographie finale. On pourra également émettre quelques réserves concernant les tableaux généalogiques proposés en début de volume. Ainsi, celui de la famille des Matfrid présente des problèmes de sémiologie graphique. Des années 940 aux années 1010, on perd toute trace certaine de la famille, et il faudrait utiliser des pointillés pour relier Adalbert, comte de Metz et mari de Liutgarde, à Adalbert, comte de Metz et mari de Judith, trois quarts de siècle plus tard, puisque les chaînons reliant ces deux individus sont extrêmement hypothétiques. Plus globalement, les annexes sont très limitées (une carte et trois arbres généalogiques), mais il faut bien sûr prendre en compte les contraintes éditoriales qui ont peut-être empêché l'auteur de reproduire ici les documents qui devaient illustrer utilement sa thèse.

² La notion de « principauté », utilisée à de très nombreuses reprises dans cet ouvrage, peut d'ailleurs poser elle-même problème pour désigner les seigneuries lotharingiennes du XI^e siècle.

Enfin, si cet ouvrage est extrêmement stimulant d'un point de vue intellectuel, il donne à plusieurs reprises l'impression de rester dans le registre du débat d'idées sans confronter cette théorie à des exemples concrets. Certains dossiers sont bien creusés, comme celui de deux chartes rédigées par le comte Regimbald à Destry en 957 (même s'il semblerait qu'il faille plutôt les dater de 958), mais on reste par moments à un niveau d'abstraction qui laisse le lecteur sur sa faim. On regrettera ainsi pour le public luxembourgeois qu'il soit globalement peu question de cet espace qui est pourtant un très bon laboratoire pour l'étude des changements à l'œuvre dans cette période, et que l'exemple du comte Sigefroid ne soit pas davantage développé alors qu'il s'agit d'un exemple archétypal de la genèse des principautés territoriales. Cependant, le ton de ce très bel ouvrage reste toujours très pondéré et l'auteur prend de nombreuses précautions, évitant toute affirmation péremptoire et n'hésitant pas à souligner les lacunes de ses sources quand cela est nécessaire. L'objectif premier était d'intégrer pleinement les connaissances historiques et les débats historiographiques sur le IX^e siècle dans le débat mutationniste. En ce sens, cet objectif est pleinement atteint et Ch. West apporte ainsi de l'eau à un moulin que l'on croyait tari.

Tristan Martine (Marne-la-Vallée)

Martin NEJEDLÝ, Středověký mýtus o Meluzíně a rodová pověst Lucemburků, Prague : Scriptorium, 2014², 531 p. ; ISBN: 978-80-87271-97-1 ; 16 €.

Consacré au mythe de Mélusine et à la légende généalogique des Luxembourg, ce livre est la deuxième édition de l'ouvrage éponyme publié en 2007, récompensé la même année par le prix littéraire Josef Hlávka dans la catégorie 'sciences humaines'. Résultat d'un travail d'habilitation présenté à l'université Charles de Prague, il rencontra un important succès également en dehors de la sphère plus réduite des médiévistes du fait de ses qualités littéraires incontestables.

Ancien élève de Jacques Le Goff à l'EHESS, Martin Nejedlý a rédigé une thèse sur l'imaginaire politique de Froissart (*La représentation des pouvoirs et des hiérarchies dans les chroniques de Jean Froissart*, Villeneuve d'Ascq, 1999). Promoteur de l'école des Annales en République tchèque, il s'intéresse à l'approche anthropologique et s'emploie à traiter les textes littéraires, spécialement ceux écrits en moyen français, comme des sources historiques à part entière. C'est ce parcours qui l'a amené à travailler sur la matière mélusinienne.

D'une grande richesse, cet ouvrage est remarquable par le nombre des sources convoquées et des illustrations insérées, certaines en couleur, pour appuyer la démonstration. Dépassant les difficultés posées par l'abondance d'une bibliographie provenant d'horizons très divers, tant sur le plan géographique que disciplinaire, Martin Nejedlý nous livre ici une somme exhaustive. Non content de se limiter aux deux grands textes qui avaient fait connaître la légende, le roman de Jean d'Arras (1393) et sa mise en octosyllabes par Coudrette, quelques années plus tard, Martin Nejedlý prend en compte leurs prédécesseurs, remontant jusqu'au XII^e siècle. Désireux de distinguer les variantes de la tradition, il s'emploie en outre à identifier les sources ayant inspiré les différents textes produits. Mais c'est surtout l'analyse de la réception du mythe en Bohême, aspect plus méconnu, qui constitue l'acmé

de cet ouvrage. C'est l'avènement des Luxembourg sur le trône de la Bohême en 1310 qui fut à l'origine de cette importation du mythe mélusinien dans les contrées tchèques. Martin Nejedlý en sonde les premières traces dans l'héraldique de l'époque pour progresser jusqu'aux adaptations littéraires plus abouties, comme la *Kronika kratochvilná o ctěné a šlechtěné panně Meluzíně* (1595), traduction tchèque de celle, allemande, de Coudrette par Thüring de Ringoltingen (1456), qui fut immédiatement imprimée et connut un succès retentissant. L'originalité de Martin Nejedlý est de mettre en avant le rôle décisif de la Bohême dans la constitution du mythe mélusinien. Insistant sur le fait que Jean d'Arras avait dédié son roman au margrave de Moravie Josse (1354-1411), le cousin de Jean de Berry, ou encore que le texte accorde une grande importance aux deux fils de Mélusine, Antoine et Renaud, qui deviendront respectivement comte de Luxembourg et roi de Bohême, il identifie un véritable 'tropisme' tchèque, un pôle concurrent d'élaboration de la légende mélusinienne, mettant en lumière les vifs échanges culturels (séjours de Froissart, de Guillaume de Machaut et d'Eustache Deschamps à Prague) et politiques (séjour de Charles IV à Paris) qui liaient alors Paris et Prague, ainsi que les stratégies politiques qui avaient amené les Valois, les Lusignan et les Luxembourg à conforter leurs alliances matrimoniales par un mythe fondateur commun.

Une somme exhaustive, donc, sans pour autant accabler le lecteur qui peut se délecter d'un style poétique puissant, ainsi que se laisser transporter dans le monde éloigné de la bonne fée : les douze chapitres sont en effet introduits par un titre inspiré des florilèges médiévaux. Cette deuxième édition se distingue de la première par l'ajout d'un lexique.

Eloïse Adde-Vomáčka

Eva SCHLOTHEUBER und Hubertus SEIBERT (Hrg.), Soziale Bindungen und gesellschaftliche Strukturen im späten Mittelalter (14.-16. Jahrhundert), (Veröffentlichungen des Collegium Carolinum 132), München: Vandenhoeck & Ruprecht, 2013, 360 S., 26 Abb., ISBN 978-3-525-37304-0; 69,99 €.

Seit 2007 finden in regelmäßigen Abständen interdisziplinäre Austauschtagungen zwischen vorwiegend jüngeren deutschen und tschechischen Geisteswissenschaftlern statt, die aus der Kooperation der Heinrich-Heine-Universität Düsseldorf, der Ludwig-Maximilians-Universität München, der Karls-Universität Prag und des Historischen Instituts der Tschechischen Akademie der Wissenschaften hervorgegangen sind bzw. hervorgehen und sich mit den verschiedensten Aspekten der gemeinsamen Geschichte Böhmens und des deutschen Reiches wie auch der habsburgischen Länder im Spätmittelalter befassen, also vor allem der Zeit der Luxemburger als Könige im Heiligen Römischen Reich und Inhaber der Krone Böhmen. Die beiden ersten Tagungen fanden 2007 in München und 2009 in Prag zu den Themen „Böhmen und das Deutsche Reich: Ideen- und Kulturtransfer im Vergleich (13.–16. Jahrhundert)“¹ und „Ecclesia als Kommunikationsraum in Mitteleuropa

¹ Böhmen und das Deutsche Reich: Ideen- und Kulturtransfer im Vergleich (13.-16. Jahrhundert), hg. von Eva Schlotheuber, (Veröffentlichungen des Collegium Carolinum 116), München 2009.

(13.–16. Jahrhundert)“² statt. Zum dritten Mal traf man sich vom 14. bis zum 16. September 2011 auf Schloss Mickeln bei Düsseldorf, um sich über das Thema „Soziale Bindungen und gesellschaftliche Strukturen im späten Mittelalter. 14.–16. Jahrhundert“ auszutauschen. Der vorliegende Tagungsband, der die Vorträge dieser Tagung vereint und ebenso wie die Vorgängerbände zeitnah erscheinen konnte, ist in vier Hauptkapitel gegliedert: I. „Standortbestimmung der deutsch-tschechischen Forschung“, II. „Soziale Bindungen und religiöser Kultus“, III. „Ämterverfassung und Lehnbindungen“ sowie IV. „Soziale Bindungen in der Herrschaftsrepräsentation“.

Die zwei Beiträge des ersten Teils – František Šmahel: „Neu entdeckte Geschichtsschreibung. Deutsche Mediävistik in den böhmischen Ländern 1848-1914“ (S. 7-28) und Jiří Kuthan: „Kunstgeschichte Böhmens, Kunstgeschichte Mitteleuropas. Anmerkungen zum Thema Geschichte der Kunstgeschichte“ (S. 29-39) –, bei denen es sich zum einen um einen die Tagungstexte ergänzenden Aufsatz und zum anderen um den Abendvortrag der Tagung handelt, stellen gleichsam ein Novum innerhalb der Veröffentlichungen dieser Reihe dar. Hier wird die Geschichte der eigenen Fächer hinsichtlich unterschiedlicher methodischer Ansätze und Forschungstraditionen erörtert. Dazu stellt F. Šmahel zum einen einzelne Historikerpersönlichkeiten vor, die sowohl an der Deutschen Karls-Universität Prag als auch außerhalb des universitären Umfelds als Archivare, Gymnasiallehrer, Juristen oder Theologen im Bereich der böhmisch-mährischen mittelalterlichen Geschichtsschreibung tätig waren. Zum anderen umreißt er anhand der Kontroversen um die gefälschten „Grünberger Handschriften“, d. h. um die historische Bedeutung von Jan Hus und die „nationale Zugehörigkeit“ Karls IV. (1346-1378), beispielhaft den damaligen deutsch-tschechischen Nationalitätenstreit.

Die „politischen Verwerfungen“, die die „totalitären Ideologien in das kunsthistorische Fach eingeschrieben haben, und die Art und Weise, wie ein so hochrangiges ‚humanistisches‘ Fach manchmal als politisches Werkzeug instrumentalisiert wurde“ (S. 38), beschreibt J. Kuthan in seinem Beitrag, der zeitlich bis zum Ausgang des 20. Jahrhunderts reicht.

Die eigentlichen thematischen Beiträge des Bandes eröffnet der Aufsatz Lukas Wolfingers: „Fürst und Ablass. Zu Heilsvermittlung und Heilsfürsorge als Faktoren herrschaftlicher Bindung im Spätmittelalter. Das Beispiel der Habsburger“ (S. 41-78, der präzisierende „Untertitel“ fehlt im Inhaltsverzeichnis), der Herzog Rudolf IV. von Österreich (1339-1365), Ehemann der Tochter Karls IV., Katharina von Luxemburg bzw. Böhmen (1342-1395), in den Mittelpunkt seiner Betrachtungen stellt. In seinen Ausführungen, die ebenso wie zahlreiche andere Beiträge des Tagungsbandes Ergebnisse einer Dissertation aufgreifen, trifft er ferner grundsätzliche Aussagen zu Ablasswesen und Memoria im Mittelalter.

Mit demselben Fürsten beschäftigt sich auch Patrick Fiska „Zum Verhältnis Landesfürst – Klöster – Adel unter Herzog Rudolf IV. von Österreich (1358-1365)“ (S. 125-163). Von der bereits mehrfach beschriebenen „ausgeprägten persönlichen Religiosität“ (S. 163) dieser „historische[n] Ausnahmestadt“ ausgehend, beschreibt

² Ecclesia als Kommunikationsraum in Mitteleuropa: (13.-16. Jahrhundert), hg. v. Eva Doležalová und Robert Šimunek, (Veröffentlichungen des Collegium Carolinum 122), München 2011.

er die „Stiftungstätigkeit zugunsten von Klöstern und die damit verbundenen sozialen und geistigen Bindungen [...], wobei die jeweilige Rolle des Landesfürsten, des Adels und der Klöster, sowie die Konstellationen und Prozesse zwischen den Protagonisten untersucht werden“ (S. 126).

Im Mittelpunkt der beiden anderen Abhandlungen des Teiles zu sozialen Bindungen und religiösem Kultus stehen schließlich die beiden Luxemburger Karl (IV.) und dessen Sohn Wenzel (1363/1376-1400/1419). Martin Bauch: „Einbinden – belohnen – stärken. Über echte und vermeintliche Reliquienschenkungen Kaiser Karls IV.“ (S. 79-111) konstatiert zum einen eine begrenzte Quellenbasis, die auch darauf schließen lässt, dass der Kaiser eher selbst sammelte, denn verschenkte. Zudem lässt die Formelhaftigkeit der Urkundensprache oft den möglichen Zweck einer Schenkung nur schwer erkennen. Trotzdem bemerkt er, dass die Reliquien zwar als diplomatische Geschenke an Reichsfürsten oder Rangniedere gezielt zur Unterhaltung politischer bzw. sozialer Beziehungen im Reich bzw. in den luxemburgischen Territorien eingesetzt wurden, nicht aber „als typischer und vielgenutzter karolinischer Kitt“ (S. 110) derartiger Verhältnisse angesehen werden kann. Eine weitere Motivation belegt der Fall der sogenannten Karlsbüste und deren „hypothetische[.] Schenkung[.] nach Aachen“. Indem M. Bauch deren Entstehung in Prag und spätere Verbringung nach Aachen (1372) plausibel zu machen, mithin das Aachener Marienkapitel als Stifter auszuschließen sucht, sieht er hierin eine „Stärkung bzw. Etablierung von Kulturen, die sehr eng mit der luxemburgischen Herrschaft in Böhmen und im Reich verbunden waren“ (S. 101).

Das Verhältnis beider Herrscher zum hohen Klerus vor und während des Großen Abendländischen Schismas skizziert Eva Doležalová in ihrem Beitrag „Herrscher und Kirche. Machtpolitische und soziale Bindungen im luxemburgischen Böhmen“ (S. 113-123) vorrangig am Beispiel der Prager Metropolen. Während sie die Beziehung Karls IV. zu Erzbischof Ernst von Pardubitz (1343/1344-1364), der im Amt Kanzler, aber auch Diplomat und Berater des Kaisers war, als „fast idyllische Ära der Zusammenarbeit“ (S. 118) bezeichnet, verschlechterte sich dieser Zustand in der Amtszeit Wenzels deutlich, wie sie am Beispiel des Metropolitens Johann von Jenstein (1378-1396) sehr knapp darstellt, der schließlich 1384 seines Kanzleramtes enthoben wurde und zwei Jahre später als Erzbischof zurücktrat. Einen ebenso zeitlich früh Ende des 10. Jahrhunderts ansetzenden Überblick über die Entwicklung der weltlichen und geistlichen Hofämter bietet Dana Dvořáčková-Malá „Zur sozialen Struktur und höfischen Kultur des böhmischen Herrscherhofes bis 1306“ (S. 165-175), der den dritten Themenblock einleitet. Ein kurzer Einblick in die höfische Dichtung dieses Zeitraums schließt ihren Aufsatz, bei dem somit leider die Zeit der Luxemburger ausgespart bleibt.

Zdeněk Žalud: „Königliche Lehensträger am Hofe Johanns des Blinden (1310-1346) und Karls IV. Ein Beitrag zur sozialen Stellung der böhmischen Herren von Landstein und der Herren von Kolditz im 14. Jahrhundert“ (S. 177-205) untersucht das Lehnswesen im Königreich Böhmen, das hier im Gegensatz zum Westen Europas erst spät im Přemyslidischen Herzogtum des 12. Jahrhunderts seinen Anfang nahm. Hierbei betont er, dass die „zielgerichtete Herausbildung einer Schicht von königlichen Lehnleuten ... jedoch erst in die Zeit Johanns“ als König von Böhmen fiel (S. 180) und schließlich an „der Wende von den 1350^{er} zu den 1360^{er} Jahren“

eine „Stärkung der Lehensverhältnisse“ erfolgt war, „als die dynastische Politik der Luxemburger die ständische Repräsentation der böhmischen Länder in den Hintergrund drängte“ (S. 191). Vorrangig aufgrund urkundlichen Materials versucht er dabei, Lehensbindungen und Motive der Lehensnahme und damit verbundene mögliche Karrierewege einheimischer und fremder Adliger im Königreich und in den sogenannten Ländern der böhmischen Krone zu kategorisieren und ausführlicher am Beispiel des böhmischen Adelsgeschlechtes der Herren von Landstein und der Herren von Kolditz zu beschreiben, deren ursprüngliche Herrschaft südlich von Leipzig aus Reichslehen und Lehen der Markgrafen von Meißen bestand.

Mit dem Aufsatz Julia Eulensteins „Fehde, Frevel, Sühne, Landesherrschaft? Überlegungen zur Bedeutung adliger und erzbischöflicher Fehdeführung für die Intensivierung von Landesherrschaft im Erzstift Trier unter Erzbischof Balduin von Trier“ (S. 207-229), der zusätzlich in den Tagungsband aufgenommen wurde, wird der Blick wiederum in den Westen des Hl. Römischen Reiches gelenkt. Die Autorin benennt sowohl die aktive Fehdeführung als auch die Umdeutung fehdeähnlicher Handlungen in Straftaten, die durch den Trierer Erzbischof Balduin (1307-1354) zu sühnen waren, als Mittel des Luxemburgers zur Intensivierung der Landesherrschaft. Aufgrund der wenig ausgeprägten Landesherrschaft kam Ersteren jedoch eine geringe „Bindungsintensität“ zu. Dennoch betont sie, dass „die dauerhafte personelle Anbindung des Gegners durch die erzbischöflichen Fehdesühnen für den Ausbau und die Konsolidierung des späteren Kurstaates Trier einen besonderen Stellenwert beanspruchen“ kann (S. 221).

Der vierte und letzte Abschnitt beginnt mit den Ausführungen Robert Šimůneks: „Adelige Repräsentation durch Nachahmung. Der landesherrliche Hof als Vorbild“ (S. 232-260). Der Autor unterscheidet „zwei grundsätzlich ‚vertikale‘ Richtungen [...], in denen sich die *imitatio* im Zusammenhang mit dem mittelalterlichen Adel beobachten lässt: der Adel, der die Vorbilder des höfischen (landesherrlichen) Milieus übernahm, sowie der Adel, der selber zum Muster für das bürgerliche Milieu wurde“ (S. 256). Ausgehend von den Funktionen des Herrscherhofes, und besonders der Vorbildfunktion des Hofes Karls IV., beleuchtet R. Šimůnek zahlreiche Aspekte möglicher Nachahmungen im mittelalterlichen Böhmen: die Architektur der Residenzen bzw. Wohnhäuser, aber auch der Sakralbauten, die vom Adel gefördert werden konnten, die Ämterstruktur der jeweiligen adligen Herrschaften, ebenso wie Turniere, liturgische Feste, Kleidung oder Wappen und Siegel, auch wenn diese Beispiele nicht immer eindeutig zu belegen sind. Seine umfassenden Ausführungen schließt er mit der Beobachtung, dass das Streben nach zu intensiver Imitatio und Repräsentation durchaus auch zum Niedergang bzw. Bankrott adliger Familien führen konnte.

Ganz dem Hof und der Zeit Johanns von Böhmen widmet sich Johannes Abdulahi, indem er das in der böhmischen Chronistik gepflegte Bild des Königs als „Verschwender“ hinterfragt. Ausgangspunkt hierzu bietet ihm eine Quellenstelle in der „Vita Caroli Quarti“, die berichtet, dass Johann sein Geld beständig „unter seinen *rinensis Henkinos*“ (S. 262) verteile. Ausgehend von dieser als „rheinische Hansel“ übersetzten Personengruppe, betrachtet er die Zusammensetzung des Hofes des Luxemburgers. Aufgrund des diplomatischen Befundes findet er die hohen Aufwendungen Johanns für Adlige aus dem Westen zwar bestätigt, aber sie dienten

„vor allem der Herstellung und Festigung von Lehnbindungen“ und waren somit ein herrschaftsstabilisierendes Moment, was allerdings im Kronland Böhmen selbst wenig Beifall fand, von der französischen Hofdichtung hingegen nicht ganz uneigennützig lobend anerkannt wurde.

Mit ihren Beobachtungen zu „Herrschaftliche[r] Repräsentation sakrale[r] Architektur in Breslau während der Regierungen Johanns von Luxemburg und Karls IV.“ (S. 281-302) greift Romana Petráková wiederum einen zentralen Aspekt der Ausführungen R. Šimůnks auf. Der Bedeutung der Stadt Breslau innerhalb der Länder der Krone Böhmen gemäß nahmen die Luxemburger hier starken Einfluss, wie sie vorrangig anhand „[m]aterieller Denkmäler [...] meist in Form von Wappen und ihren Kompositionen“ an und in Kirchen der Stadt erörtert, die zum Teil bis heute erhalten geblieben sind. Diese heraldischen Programme stellt sie am Beispiel der Stiftskirche Hl. Kreuz, der Augustinereremitenkirche St. Dorothea und der Pfarrkirche St. Elisabeth vor, wobei sie zugleich auf die Geschichte der einzelnen Institutionen eingeht.

Helge Kruppe: „Kirchenumbau und Königserhebung. Die Bautätigkeit des Mainzer Erzbischofs Johann II. von Nassau (1397-1419) im Zusammenhang mit seiner Machtpolitik“ (S. 303-333) lenkt den Blick von Böhmen zurück in das Hl. Römische Reich und versucht deutlich zu machen, dass die Baumaßnahmen, die der Erzbischof im Mainzer Dom und an der St. Bartholomeuskirche in Frankfurt am Main durchführen ließ, im Zusammenhang mit dem schwierigen Erhebungsverfahren Sigismunds von Luxemburg zum römischen König standen (S. 307). Da es „[w]eder für die Krönung noch die Wahlzeremonie [...] in der Zeit nach dem Erlass der Goldenen Bulle gänzlich verbindliche Orte“ gab, sah der „Mainzer Erzbischof [...] offenbar bei diesen noch ungefestigten Zuständen die Möglichkeit, die Feier der Krönung wieder nach Mainz zu bringen“ (S. 332). Um diese Annahme zu untermauern, geht H. Kruppe auch ausführlich auf die baulichen Veränderungen und deren Funktion, die Krönungstradition der Mainzer Kirche wie auch die Bildprogrammatische des erzbischöflichen Grabsteins ein.

Den gewissenhaft redigierten Tagungsband schließen eine erschöpfende Zusammenfassung von Uwe Tresp (S. 335-341) sowie ein Ortsregister (mit Konkordanz) und Personenregister, der Bildnachweis und das Autorenverzeichnis ab, was einen schnellen Einstieg in die entsprechenden Texte erfreulich erleichtert. Der Band bietet insgesamt einen guten Einblick in rezente Qualifikationsarbeiten zur Geschichte der Luxemburger innerhalb des genannten Themenbereichs wie auch einen profunden Überblick über die tschechischsprachige Forschungsliteratur zu den entsprechenden Themen.

Anne-Katrin Kunde

Robert STEIN, De hertog en zijn staten. De eenwording van de Bourgondische Nederlanden, ca. 1380 – ca. 1480 (Series: Middeleeuwse Studies en Bronnen CXLVI), Hilversum: Verloren, 2014, 318 p.; ISBN: 978-90-8704-388-9; 33 €.

In recent decades, historians have shown a growing interest in the concept of state formation in the pre-modern period. Focussing on the late medieval Low Countries,

Robert Stein (Leiden University) now offers an important contribution to this field. The title of his monograph speaks for itself: the unification of the Burgundian dukes' numerous principalities.

His conventional choice of timespan starts with the rule of Philip II 'the Bold' and ends shortly after the death of Mary of Burgundy, which resulted in the Habsburg succession to the extinct dynasty's domains. The thematic structure of *De hertog en zijn staten* stands in line with the historiographical tendency to move away from a chronological approach to the 'Burgundian state'. The interim conclusions at the end of each chapter contribute to the book's throughout clear setup. The narrative introductory parts of each chapter not only reflect the author's passionate approach to this subject, but also incite the readers' imagination (for instance, p. 158: '*Dat beloofde spektakel te worden! Wat was het geval?*').

Stein clearly positions his understanding of medieval state-building processes in the introductory chapter, although his argument is not surprisingly new since it builds up on a series of his preceding articles. The endorsement of H.G. Koenigsberger's thesis of 'composite monarchies' (J. Elliott later extended and popularised this term) is the common theme of *De hertog en zijn staten*: 'most states in the early modern period were composite states, including more than one country under the sovereignty of one ruler'.¹ The second chapter offers a summary of the political history of how the dukes successively brought the different principalities together. The shape of the regional representative institutions (especially the Three Estates: the clergy, the nobility, the cities and urban elites) and their reactions to the dukes' often forced takeovers are outlined in the following chapters in order to explain the appeal and success of the Burgundian policy across the diverse principalities. The integration of the local elites in the central administration systems (particularly the court) and the adoption of Burgundian administrative structures are analysed in the fifth chapter. The final three sections cover the lands' legal (bailiwicks, Great Council of Mechelen,...), financial, and fiscal (re)organisation.

Stein's narrative provides a synoptic comparative analysis of the diplomatic, administrative, political, and financial developments within the dukes' diverse principalities. The author's bottom-up analysis often eclipses the dukes' illustrious appearance and their sumptuous courts ('*theaterstaat*'). He concludes that a certain, yet irregular, process of bureaucratisation and professionalisation took place; especially the newly introduced juridical and fiscal systems were generally only a minor success. The 'Burgundified' administrative structures in some economically marginal regions were even less distinctive. Accordingly, a process of state formation had been set in train in the fourteenth and fifteenth centuries, but a modern state did not yet exist. From his many detailed regional case studies, Stein deduces that mainly the wealthy merchants and urban elites benefited from the Burgundian rule due to the more stable economic situation it created, whilst the feudal noblemen were the prime losers of this centralisation process, since the central administrative power now lay entirely with the dukes and their court. This thesis is probably applicable to the so-called 'core regions' ('*de kerngewesten*'), namely Flanders,

¹ J.H. ELLIOTT, A Europe of Composite Monarchies, in: *Past & Present* 137 (1992), p. 48-71, here p. 50.

Artois, Brabant, Hainaut, Holland and Zeeland. However, I think that its validity remains to be proven for the Burgundian state's periphery.

Because of the book's vast agenda, some questions remain unanswered. The role of the clergy in the 'composite monarchy' and the practice of warfare, which began to change significantly in the mid-fifteenth century, could have been explored further. How important were the regional ecclesiastical structures and the dukes' good contacts to the Papacy (cf. p. 76-78; 266-270)?² The author consistently rejects Charles Tilly's thesis ('War made the state, and the state made war'³), yet he only pays very little attention to this aspect in the unfolding of his own argument. To what extent did the dukes' military superiority determine the process of institutionalisation (after all, the central financial office was set up in order to pay his standing army) and the integration of local elites (especially in less urbanised regions)?

The author only rarely uses primary source material to support his analysis on the Burgundian state's less urbanised periphery, but it is remarkable how he includes much of the existing research into the wider context of the dukes' state building process. This has sometimes unexpected consequences. The study's principal focus rests on the so-called core regions of the 'Burgundian state' (e.g. chapter 4.2) and the agrarian regions (including Luxembourg, but also Namur, Limbourg, and Guelders) occupy only a subsidiary role. This is in part due to the relative lack of historical research on these principalities.

The *Hémecht* reader may be especially interested in the role of the Duchy of Luxembourg in this important study. Justifiably so, since the editor claims on the book's back cover that the dukes of Burgundy '*legden [...] de basis voor de moderne staten Nederland, België en Luxemburg*'. Stein often compares the economic and political situation of the Duchy of Luxembourg to other principalities (e.g. p. 92-93) while dealing only briefly with the rather well known political events that led to the Burgundian succession in the duchy (especially p. 49-52). Considering the overwhelming amount of research on the Burgundian Low Countries as a whole (cf. p. 16), it is understandable that the author missed some studies on the late-medieval duchy that would have enriched his argument (just to mention the PhD theses of M. Pauly and J.-M. Yante; R. Petit's thesis probably appeared in print too late to be taken into consideration). I would like to add one minor content-related comment: the genealogy of the House of Luxembourg (p. 50) emphasises the link between the Luxembourg dynasty and the House of Valois, yet omits the kinship between Philip II 'the Bold' and the House of Luxembourg. Philip was, in fact, the son of Bonne of Luxembourg, who in turn was a daughter of John 'the Blind' and sister to Charles IV and Wenceslas I.

Some of the book's formal characteristics occasionally testify to a hasty publication process: the table of contents is not consistent, the circles on the genealogy p. 29 are confusing, some charts would be much clearer if printed in colour (e.g. p. 259) and the key of the diagram p. 133 is incomplete. Likewise, more care could have been given to the formatting and editing of the bibliography, which includes several obvious mistakes.

² See, for instance, J. WATTS, *The Making of Polities. Europe 1300-1500*, Cambridge 2009, p. 364.

³ C. TILLY, *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton 1975, p. 42.

These formal blemishes, however, do not distract from the book's accomplishments. With its new interpretative approach, this persuasively presented book strikes a balance and ranges among the major synthetic studies on the origins of the Burgundian state (alongside those by R. Vaughan, W. Blockmans and W. Prevenier, and B. Schnerb). Altogether, *De hertog en zijn staten* does convince and it represents a must-read for anyone interested in the late medieval Burgundian Low Countries.

Gilles Genot

Norbert FRANZ / Jean-Paul LEHNERS (Hg.), Nationenbildung und Demokratie. Europäische Entwicklungen gesellschaftlicher Partizipation (Études luxembourgeoises, 2), Frankfurt am Main u.a.: Peter Lang Edition, 2013, 365 S.; ISBN: 978-3-631-63257-4; 41,95 € (eBook: ISBN 978-3-665-02461-6; 46,65 €).

Der vorliegende Sammelband ist das Ergebnis eines groß angelegten Forschungsprojektes der Universität Luxemburg (PARTIZIP)¹ und stellt einen wichtigen Beitrag zur luxemburgischen Geschichtsschreibung dar. Die Geschichte Luxemburgs wird dabei in einen transnationalen, (west)europäischen Kontext gebettet und mit soziologischen, politikwissenschaftlichen und geschichtsphilosophischen Theorie-Debatten konfrontiert.

In ihrer Einleitung bieten die beiden Projektleiter und Herausgeber einen kurzen Forschungsüberblick zur Nationenbildung und -typologie von Ernest Renan bis John Breuilly. Sie beschreiben ihre eigene Herangehensweise als eine Art *via tertia* zwischen überholtem Essenzialismus und – nicht weiter definiertem² – „radikalem Konstruktivismus“ (S. 18). **Norbert Franz** und **Jean-Paul Lehnern** geben offen zu, dass ihr Nationsbegriff nicht von allen beitragenden Autorinnen und Autoren geteilt wird. Sie definieren Nation als „eine politische, kulturelle und wirtschaftliche Solidargemeinschaft, ein Ergebnis permanenter gesellschaftlicher Praxis, das seit dem 18. Jahrhundert zur wichtigsten Form von Begründung politischer Herrschaft wurde“ (S. 20). Von frühen Formen dieser „gesellschaftlichen Formation“ unterscheide sich die „moderne“ Nation dadurch, dass sie sich zumindest final im Rahmen eines bürokratischen Anstaltsstaats bewegt und im gesellschaftlichen Wertesystem den höchsten Rang beansprucht“ (ebd.). Diese Formulierung macht klar, dass der Nation zumindest auf sprachlicher Ebene Handlungskompetenzen

¹ „Partizip: Nationenbildung und Demokratie“ – Formen gesellschaftlicher Partizipation in Europa. Prozesse von Inklusion und Exklusion in Politik, Wirtschaft und Kultur (1750-1950), URL: <http://partizip.uni.lu> (Stand am 16.12.2014).

² Sie verweisen aber auf einen ihrer früheren Artikel (vom Duktus her ein Manifesto), der in der Festschrift für Gilbert Trausch veröffentlicht wurde. Hier definieren sie ihren Ansatz als „konditionalistisch“ und grenzen sich ab von Denkern, welche die Nation „schlicht als ein Konstrukt des Nationalismus“ ansehen würden. Hans-Ulrich Wehler erscheint demnach als „radikaler Konstruktivist“ schlechthin. Siehe FRANZ/ LEHNERS, Nationsbildung in Luxemburg von der Französischen Revolution bis zum Beginn des Zweiten Weltkriegs: Konzepte, Debatten, Forschungserträge, in: ALEH (Hg.), *Du Luxembourg à l'Europe : hommages à Gilbert Trausch à l'occasion de son 80^e anniversaire*, Luxemburg 2011, S. 235-249, hier S. 237, 239.

zugesprochen werden: sie bewegt sich und sie beansprucht.³ Die meisten Autoren des Bandes – einschließlich der beiden Mediävisten Michel Pauly (S. 40) und Pit Péporté (S. 50) – widersprechen dieser Kontinuitätsthese⁴. **Michel Dormal**, dessen Beitrag einen grundlegenden Einstieg in die Debatte bildet, argumentiert systemtheoretisch, dass die Nation „originär modern“ sei, denn „einer als verpflichtend gedachten Identität, welche die Teilsysteme [einer Gesellschaft] zu transzendieren behauptet, bedarf es erst, wenn die Autonomie der letzteren zum Problem wird“ (S. 135). In einem zweiten Schritt versucht Dormal das Verhältnis von Nation und Politik (Selbstbestimmung und Staatlichkeit) zu klären. Er kommt zu dem paradoxen Ergebnis, dass Demokratie der Nation zwar als (metaphysische) Integrationsform bedarf, welche den Zufall der Geburt in Schicksal verwandelt, gleichzeitig aber Demokratie die Nation als bloße Denkfigur entlarvt. Etwas polemischer ausgedrückt: Nation simuliert mehr Gemeinschaft, als dass sie sie fixiert.

Damit ist der Bogen gespannt zu dem Beitrag von **Michel Pauly**, der „interkulturellen Verflechtungen“ in der (*extrême*) *longue durée*, von der Steinzeit bis heute, nachgeht und zum Fazit kommt, dass es für die Zeit vor 1815 in Luxemburg „keine Ansätze eines ‚nation building‘ gibt“ (S. 41). Im Gegensatz zu Dormal findet er aber nicht, dass moderne Demokratie der Nation als Differenzierungs- und Integrationsform *bedarf*.

Gerhard Stapelfeldt zeigt auf, dass Nation nur eine von mehreren möglichen kollektiven Identifikationsfolien ist. Er bespricht drei Denktraditionen, die um 1800 entstanden und bis heute nachwirken: die dialektische Aufklärung, der naturwissenschaftliche Positivismus und der geisteswissenschaftliche Positivismus des Historismus. Die Frage, inwiefern empiriegesättigte Sozialgeschichte als Erbin eines fortschrittsorientierten Positivismus gelten kann, wird nur angetippt. Sie findet aber ein Echo in der Abhandlung von **Christof Dipper** über den Bruch der Sozialgeschichte mit dem Historismus in den 1960^{er} und 1970^{er} Jahren und dem späteren kulturalistischen Umbau (*cultural turn*) der Geschichtswissenschaften.

Stephanie Schlesier untersucht in ihrer Fallstudie Raumerfahrungen von Juden in Luxemburg und unterstreicht die engen familiären und wirtschaftlichen Verbindungen zu den Nachbarregionen (oft mit Bezug auf ihren Migrationshintergrund), sowie die progressive Einbindung in den Nationalstaat im Laufe des 19. Jahrhunderts. Ob diese Entwicklung allerdings spezifisch für die jüdische Bevölkerung war, bedürfte weiterer, komparatistisch angelegter Studien. So erscheint es kein

³ Diesen substantialistischen Modus beschreibt Emirbayer als „self-action“; siehe EMIRBAYER, Mustafa, Manifesto for a Relational Sociology, in: American Journal of Sociology 103/2 (1997), S. 281-317, hier S. 285.

⁴ FRANZ/ LEHNERS, Nationsbildung in Luxemburg (Anm.2) berufen sich dabei auf Walter Schlesinger († 1984) und František Graus († 1989), welche die überzeitliche (*perennialist*) und symbolische (*ethnosymbolic*) Dimensionen der Nationenbildung betonen. Zu diesen Ansätzen, siehe ÖZKIRIMLI, Umut, Theories of Nationalism. A Critical Introduction, Basingstoke 2010 (2. erw. Aufl.), S. 58-60 und 144-147. Kritik erfahren diese Theorien aber auch innerhalb der Mediävistik, so z.B. von Geary oder Pohl, die Ethnie als fluktuierende Selbstbeschreibung ansehen, nicht als reifiziertes Ergebnis eines Prozesses. Siehe: GEARY, Patrick, The Myth of Nations: The Medieval Origins of Europe. Princeton/ Oxford 2002; POHL, Walter, Conceptions of Ethnicity in Early Medieval Studies, in: Lester K. LITTLE / Barbara H. ROSENWEIN (Hg.), Debating the Middle Ages: Issues and Readings, Malden (MA)/Oxford 1998, S. 15-24.

Zufall, dass sowohl die jüdische als auch die katholische Gemeinschaft enger an den Staat gebunden werden sollten durch die Einrichtung eines eigenen Rabbinats sowie eines Apostolischen Vikariats Anfang der 1840^{er}. Weder der erste Rabbiner noch der erste Vikar waren gebürtige Luxemburger und beide verließen das Land auch wieder. Die religiöse Philosophie des ersten Rabbiners, Samuel Hirsch, wird von **Judith Frishman** beleuchtet.⁵ Sie bespricht seine Mitgliedschaft in einer der Luxemburger Freimaurerlogen und die antijüdische Position der anderen Loge, preußischer Affiliation. Die Frage des Judentums als Nation – in Konkurrenz zur exklusiven Luxemburger Zugehörigkeit – stellte sich allerdings für Hirsch nicht, da er humanistische Werte mit universalistischem Anspruch vertrat.

Um die gleiche Zeit entwickelte sich Nationalismus – so **Gabriele B. Clemens** am Beispiel des deutschen Italienbilds um 1848 – von liberalen und demokratischen Reformvorstellungen zu territorialem Konkurrenzdenken. **Lutz Raphael**s Vergleich der „Politisierung“ ländlicher Gesellschaften in Frankreich, den italienischen und den deutschen Staaten von 1800 bis 1940 erinnert daran, dass Staatsbildung nicht unbedingt mit Nationenbildung einhergeht. Das „Spektrum an Möglichkeiten“ (S. 339, Tabelle S. 343) des Austauschs zwischen Zentralstaat und dörflichen Gesellschaften zeigt unterschiedliche Grade der „ideologischen Integration“. Die Gleichzeitigkeit des Ungleichzeitigen ergibt sich aus seiner Chronologie (S. 330); allerdings vermittelt diese in ihrer tabellarischen Darstellung ein Bild der Linearität und tut so, als seien Deutschland und Italien vor der Nationalstaatsbildung bereits Entitäten. Das steht in einem gewissen Spannungsverhältnis zu **Andrzej Michalczyk**s Beitrag über die Tiefenwirkung der Nationalisierung in Oberschlesien. Die vermeintlich objektive Unterscheidung zwischen polnischer und deutscher Sprachgemeinschaft (welche mit „Nation“ gleichgesetzt wurde) erscheint brüchig, und es ergeben sich Graduierungen: jemand konnte „mehr oder weniger“ deutsch bzw. polnisch sein. Nach der Teilung der Assimilationsdruck auf die nunmehr sprachlich-ethnischen Minderheiten auf beiden Seiten. Das jeweilige Nationalbewusstsein blieb aber weniger ausgeprägt als konfessionelle und lokal geprägte Wir-Gefühle. Zu einem ähnlichen Schluss kommt auch **Bernhard Liemann** für den preußischen Kreis Eupen, der 1815 geschaffen wurde. Der Kulturkampf, überlagert von sozialen Konflikten zwischen protestantischen Fabrikanten und einer katholischen Arbeiterschaft, wirkte auch in diesem vormaligen Teil Limburgs als „starker Dämpfer“ (S. 303) der borusso-deutschen Nationenbildung, während der Ausbruch des Ersten Weltkriegs als Beschleuniger der Durchstaatlichung wirkte.

In Luxemburg hingegen wirkte erst das *Ende* des Ersten Weltkriegs als „Katalysator“ für den Nationenbildungsprozess, argumentiert **Pit Péporté**. Die Neuorientierung der Monarchie, einer vormals deutschen Fürstendynastie, die sprachliche Abgrenzung des Luxemburgischen vom Deutschen und die Festigung der nationalen Meistererzählung sind Beispiele für diesen „Wendepunkt“. **Denis Scuto** unterstützt diese Sichtweise und zeigt auf, wie sehr die deutschfeindliche Stimmung in Luxemburg die Einbürgerungspolitik der Zwischenkriegszeit prägte. Scutos

⁵ Dieser intellektuell herausragenden Figur hat das PARTIZIP-Projekt ein eigenes Buch gewidmet: Frishman, Judith/Fuchshuber, Thorsten/Wiese, Christian (Hg.), Samuel Hirsch, Religionsphilosoph, Emanzipationsverfechter und radikaler Reformier (im Druck).

Beitrag erinnert daran, dass Staatsbürgerschaft eine historisch wandelbare Größe ist und nicht immer ethnisch definiert wurde, wie es die in Luxemburg übliche Gleichsetzung mit „Nationalität“ implizit tut. Auch ohne Einbürgerung können Zuwanderer politisch aktiv werden, wie **Clelia Caruso** es in ihrer Untersuchung von italienischen Vereinen im Belgien der Nachkriegszeit zeigt.

Der Begriff der „Integration“ schwingt in mehreren dieser empirischen Studien mit, so dass die Klärung dieser Terminologie durch **Markus Linden** höchst willkommen ist, insbesondere da sie oft als zu normativ (Einheit als Ideal) von post-strukturalistischen Denkern verworfen wurde.

Trotz – oder gerade wegen – der Pluralität der Ansätze gelingt es dem vorliegenden Band die Forschung zu Nationenbildung im Hinblick auf politische Partizipation weiterzuführen. Wie in der Einleitung bedauert, fehlen Querverbindungen zwischen empirischen und theoriegeleiteten Artikeln. Das sollte aber die Leser nicht davon abhalten, diese selbst herzustellen. Das Buch liefert – unzeitgemäß – keine *instant gratification*, trotz nützlichen Orts- und Personenregisters. Etwas eigenwillig ist dessen Gestaltung, bei dem die aufgelisteten Personen mit einem nationalen und disziplinären Etikett versehen wurden, so z.B. „Anderson, Benedict Richard O’Gorman (amerikanischer Politologe)“. Davon abgesehen, wird das Buch jedoch seinem transnationalen und transdisziplinären Anspruch durchaus gerecht.

Sonja Kmec

Josiane WEBER, Familien der Oberschicht in Luxemburg. Elitenbildung & Lebenswelten 1850-1900, Luxembourg: Editions Guy Binsfeld 2013, 592 S., ISBN 978-2-87954-264-5; 75 €.

„E puer déck Familjen [,] Affekoten, Notären, Proprietären, Banquieën an Industrieller“¹

Es ist gut, dass diese Dissertation geschrieben wurde. Die Autorin Josiane Weber hat sich zum Ziel gesetzt, darüber aufzuklären, wer zur politischen und wirtschaftlichen Oberschicht gehörte, die das Geschick des Großherzogtums in der Zeit des Übergangs von einer Agrar- zu einer Industriegesellschaft prägte. Damit schließt die Arbeit eine Forschungslücke in der Luxemburger Geschichtsschreibung und legt einen wichtigen Grundstein für weitere sozialgeschichtliche Forschungen.

Seinem wissenschaftlichen Anspruch kommt das Buch nach. In der Einleitung beschreibt die Autorin die angewendete Methodik ausführlich und verweist auf die Herausforderung, den Begriffsapparat der soziologischen Elitenforschung auf eine historisch ausgerichtete Elitenforschung anzuwenden. In der entsprechenden Literaturliste kommen von Pierre Bourdieu über Gernot Stimmer bis Michael Hartmann bekannte Namen aus der internationalen Elitenforschung vor. Auch die einschlägige Luxemburger Literatur wurde berücksichtigt.

¹ Romain HILGERT (Hg.), Michel Rodange, Renert: de Fuuss am Frack an a Maansgréisst. Komplette Edition mat historeschen a politeschen Explikatiounen vum Romain Hilgert, Luxembourg 1987, S. 19, zitiert nach WEBER, Familien der Oberschicht in Luxemburg, S. 17.

Hervorzuheben ist, dass die Geschlechterordnung in mehreren Kapiteln als bestimmender Faktor der familiären Lebenswelt einbezogen wird. So erfährt der Lesende, welchen Verhaltensnormen sich Mädchen schon in ihrer Jugend anpassen mussten, und dass selbst in liberalen (antiklerikalen) Kreisen eine katholische Erziehung bevorzugt wurde. Der Militärkommandant in Diekirch und Leiter einer der Freimaurer-Logen, Alphonse-Louis Munchen ließ seine beiden Töchter an einer französischen Klosterschule ausbilden (S. 69). Der Code civil von 1804 verankerte die Rechtsunfähigkeit der Ehefrau ebenso wie ihre bedingungslose Pflicht, den Aufenthalt des Mannes zu teilen (S. 196), um nur zwei Beispiele aus dem Buch zu nennen.

Auch für Studien zum Prozess des Luxemburger „nation-building“ liefert Webers Dissertation eine wertvolle Grundlage. Etwa ein Sechstel (100 von 600 Seiten) des Buches ist den Führungspositionen der (männlichen) bürgerlichen Elite in Politik und Wirtschaft gewidmet. Es ist allerdings bedauerlich, dass den Studienorten der Luxemburger Jugend nur eine Seite (S. 149/150) gewidmet ist, sieht man vom Exkurs zum Ingenieurstudium Théodore de Roebés in Lüttich ab. Hin und wieder erhält der Lesende Hinweise, etwa indem er erfährt, dass Victor de Roebé, dessen Karriere für Weber exemplarisch ist für die Luxemburger politisch-administrative Elite, sein Rechtsstudium in München und Heidelberg abgelegt hat (S. 304). Insbesondere eine systematischere Untersuchung darüber, mit welchen Ideen die einzelnen Luxemburger Politiker an den juristischen Fakultäten, an denen sie studierten, in Berührung kamen, könnte neue Impulse für Forschungen zur Luxemburger „Nations- und Staatsbildung“ liefern.

Webers Studie setzt beim Lesenden historisches Vorwissen voraus. Aus den Ausführungen zu den politischen Führungspositionen geht nicht hervor, wie diese in ihrem historischen Kontext zu verstehen sind. Nach dem Deutschen Wörterbuch von Jacob und Wilhelm Grimm ist ein Minister „einer der obersten, regierungsgeschäfte besorgenden staatsbeamten“². Vor diesem Hintergrund ist es einfacher zu verstehen, warum 21 von 30 Ministern aus dem Untersuchungszeitraum „Staatsbeamte“ waren (S. 297).

Der Zugang der Autorin zur Thematik orientiert sich kaum an nationalen und internationalen politischen Zäsuren (Luxemburger Verfassungsänderung 1856, Auflösung des Deutschen Bundes 1866, „Luxemburger Frage“ 1867, deutsch-französischer Krieg 1870, ...) und bleibt im Kapitel zu den „Führungspositionen in Staat und Wirtschaft“ bisweilen stark personenfixiert und anekdotisch. Das ist umso bedauerlicher, als das Werk durch die Art der Bebilderung ein Versuch ist, in „Coffee Table Book“-Manier ein interessiertes Laienpublikum für das Thema zu begeistern. Diesem Laienpublikum wäre mit der Einordnung der Ausführungen in ein klassisches historisches Ereignisgerüst besser gedient gewesen.

Dennoch: Mit „Familien der Oberschicht in Luxemburg. Elitenbildung & Lebenswelten 1850-1900“ hat Josiane Weber ein unabkömmliches Nachschlagewerk für jeden an der Geschichte des Großherzogtums Luxemburg Interessierten geschaffen.

Marie-Paule Jungblut

² <http://woerterbuchnetz.de/DWB/?sigle=DWB&mode=Vernetzung&lemid=GM05122#XGM05122>.

Thorsten FUCHSHUBER/Renée WAGENER (éd.), Émancipation, Écllosion, Persécution. Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la 2^e Guerre mondiale (Collection Religion et altérité), Fernelmont: EME Modulaires, 2014, 251 p.; ISBN 978-2806611055; 28 €.

In den letzten Jahren hat das Interesse von Historikern an der Geschichte der luxemburgischen Juden spürbar zugenommen. Zu verdanken ist die intensivere Forschung besonders verschiedenen Initiativen der Universität Luxemburg sowie einiger privater Anstrengungen. So verfasste zum Beispiel der Journalist Laurent Moyse 2011 die Überblicksdarstellung „Du Rejet à l’Intégration“. Die Universität Luxemburg widmete sich in den vergangenen Jahren in Form von zwei Tagungen der jüdischen Geschichte. 2010 stand das Wirken und Schaffen des bedeutenden Rabbiners Samuel Hirsch in Luxemburg im Fokus. Ausgehend von seiner Person, bildeten klassische Themen der jüdischen Geschichte, wie die Emanzipation und die Reformtheologie, die Schwerpunkte. Die Veröffentlichung dieses Tagungsbandes steht bevor.

Die zweite Tagung im Oktober 2011 führte zur nun vorliegenden Publikation in französischer Sprache. Unter der Herausgeberschaft von Thorsten Fuchshuber und Renée Wagener ist es – so viel sei vorab verraten – insgesamt gelungen, eine Reihe von Lücken zu schließen und die luxemburgische Geschichtsschreibung an allgemeine Forschungsfragen anzuschließen. In insgesamt zehn Fachbeiträgen spannt sich ein breites thematisches Panorama von der napoleonischen Zeit bis zum Zweiten Weltkrieg. Vor dem Hintergrund der Staatswerdung Luxemburgs stellt sich gerade der politische und gesellschaftliche Umgang mit der jüdischen Minderheit als Indikator für Liberalität und Demokratisierung heraus.

Den Auftakt bildet Jean-Philippe Schreiber, Professor an der Université libre de Bruxelles, mit seinem Aufsatz zum Großen Sanhedrin zu Beginn des 19. Jahrhunderts. Ihm geht es um das Spannungsfeld zwischen der von der Revolution erkämpften staatsbürgerlichen Freiheit und der über Jahrhunderte ausgebildeten jüdischen Identität. Schreiber analysiert die vielfältigen Fragestellungen, die sich aus der formalen Gleichstellung für die jüdischen *citoyens* ergaben. Kernpunkt seiner Analyse ist die Gleichheitsideologie des Sanhedrin, die die Beziehungen der jüdischen Gemeinden zu ihrem Umfeld über das gesamte 19. Jahrhundert hinweg prägte. Etwas zu kurz geraten sind allerdings die Bezüge zum Saar-Mosel-Raum, zumal es Schreiber gerade um das Festhalten an traditionellen Formen in den Gemeinden ging.

Der Luxemburger Historiker Denis Scuto untersucht in seinem Beitrag den Umgang mit naturalisierten Juden von 1876 bis 1914. Er knüpft damit an die Überlegungen von Jean-Philippe Schreiber an. Im Zentrum stehen die Umsetzung des Gleichheitsgrundsatzes in Bezug auf die Nationalität und die Reaktionen von Verwaltung und Politik. Anhand von Quellen aus dem Nationalarchiv Luxemburg kann er nachweisen, dass der Prozess der Naturalisation von Seiten der nationalen Eliten konfliktarm verlief. Scuto konstatiert eine ausgesprochene liberale und tolerante Haltung gegenüber Juden. Dieses Bild kontrastiert mit dem antimodernen Widerstand aus dem ländlichen katholischen Milieu, aber auch aus der katholischen Presse. Er folgt hier Shulamit Volkov, die den Antisemitismus als kulturellen Code deutet. Für sich genommen sind die Ergebnisse keine absolute Neuigkeit, doch verdichten sie

vorliegende Forschungsergebnisse aus anderen Regionen – zu nennen wären zum Beispiel die Arbeiten von Monika Richarz – zu einem Gesamtbild.

Renée Wagener, wissenschaftliche Mitarbeiterin am PARTIZIP-Projekt an der Universität Luxemburg und Mitherausgeberin des vorliegenden Bandes, bewertet in ihrem Aufsatz die Rolle der öffentlichen Schulen für die Integration der jüdischen Bevölkerung in die christliche Mehrheitsgesellschaft. Simone Lässig wies in ihrer Habilitationsschrift „Jüdische Wege ins Bürgertum“ bereits auf die starke emanzipatorische Rolle des Schulwesens für die Juden hin. Auch in Luxemburg bildeten die Umwälzungen der Französischen Revolution den Ausgangspunkt für tiefgreifende soziale Veränderungen. Revolutionärer Gleichheitsgrundsatz und konservative Beharrungskräfte trafen in den traditionellen Gemeinden aufeinander. Die Befürchtungen der jüdischen Gemeinden – darunter besonders die größte in Luxemburg-Stadt – drehten sich um den Religionsunterricht und die Frage nach dem Erhalt der jüdischen Identität. Wagener kommt zu zwei zentralen Ergebnissen: Nach einiger Zeit des Zögerns akzeptierten die luxemburgischen Juden eher und konsequenter als die Gemeinden im benachbarten Ausland die Einbindung in das staatliche Schulsystem. Insbesondere die Frage nach der Gewährleistung des Religionsunterrichtes spielte hier eine Rolle. Ein weiterer wichtiger Punkt betraf die Überrepräsentation der jüdischen Schüler in den Gymnasien. Die Auswirkungen auf die Verbürgerlichung der jüdischen Gemeinden anhand des Bildungsdiskurses kommt bei Wagener etwas kurz. Gleichwohl bezieht der Aufsatz die internationale Forschung mit ein und öffnet den Blick auf die jüdische Bildungsgeschichte in Luxemburg.

Die Geschichtslehrerin und Mitbegründerin des *Centre de Documentation sur les Migrations Humaines*, Antoinette Reuter, untersucht die jüdische Gemeinde in Düdelingen vom Zuzug der ersten Familie zu Beginn des 19. Jahrhunderts bis zum Ende der jüdischen Gemeinde im Zuge der deutschen Besetzung während des Zweiten Weltkriegs. Sie ergänzt damit Forschungen, die bereits in anderen luxemburgischen Städten vorgenommen wurden. Mit einer Reihe von biographischen Skizzen werden Wanderungspfade und familiäre Vernetzungen beschrieben. Der aufstrebende Industrieort Düdelingen zog zahlreiche Migranten an. Interessant ist der Aspekt, dass offenbar Wanderungsregime existierten, die sich in der Frühzeit auf die Region bezogen, in den 1920^{er} Jahren aber Schwerpunkte in Osteuropa bildeten. Reuter zeigt dabei, dass die Juden vor allem als Händler die Versorgung der stark steigenden Bevölkerung übernahmen. Allem Anschein nach engagierten sich viele Juden im Gesellschaftsleben der Industriestadt. Reuter schildert Beispiele aus dem Fußball, wo Juden eine wichtige Rolle spielten. Zu kurz wird allerdings die Frage diskutiert, mit welchen Integrationsschwierigkeiten und Ressentiments die zugewanderten Juden zu kämpfen hatten.

Daniel Thilman, Geschichtslehrer in Düdelingen, wählt wie Antoinette Reuter ebenfalls den mikrohistorischen Zugang. Im Gegensatz zu ihr analysiert er jedoch keine Industriestadt, sondern das traditionsreiche Heilbad Mondorf. In einem ersten Abschnitt untersucht er die jüdischen Einwohner in einer Dienstleistungsstadt. Zahlen zum Bevölkerungsanteil oder auch zu den ausgeübten Berufen vermitteln das Bild einer relativ homogenen Gruppe. Auch hier waren wie in Düdelingen die Juden im Handel stark präsent. Dazu kam nun allerdings noch das Hotelgewerbe. Die beiden ersten Adressen am Platz wurden von Juden geleitet und boten zudem

jüdischen Gästen koscheres Essen an. Im zweiten Abschnitt geht Thilman auf die zahlreichen Flüchtlinge aus Deutschland nach 1933 ein, die in Mondorf Quartier bezogen. Ob es antisemitische Vorgänge im Sinne des international verbreiteten Phänomens des Bäder-Antisemitismus vor 1933 gab, bleibt im Dunkeln. Davon ausgehend, könnte man die Frage diskutieren, welche Faktoren diese Form des Antisemitismus in Luxemburg förderten oder verhinderten.

Die folgenden Beiträge des Sammelbandes beschäftigen sich mit einer Konstante der jüdischen Geschichte, nämlich Ausgrenzung und Vorurteil. Den Auftakt macht Thorsten Fuchshuber, der grundsätzlich das Verhältnis von Antisemitismus und aufgeklärter Gesellschaft diskutiert. Die zentrale Rolle bei seinen Ausführungen spielen die klassischen Studien von Horkheimer und Adorno in *Dialektik der Aufklärung* sowie von Sartre in *Überlegungen zur Judenfrage*. Fuchshuber, wie Renée Wagener Herausgeber und wissenschaftlicher Mitarbeiter an der Universität Luxemburg, sieht im Antisemitismus ein Anzeichen für das Scheitern der Aufklärung. Fuchshubers Zugang ist eher philosophischer Art. Er bezieht sich bei seinen Überlegungen auch nicht auf den Antisemitismus in Luxemburg. Der Wert des Aufsatzes liegt daher bei der Beschreibung von Wandlungen und Funktionen des Antisemitismus.

Thematisch steigt der Journalist Laurent Moyse in die Geschichte des Antisemitismus in Luxemburg ein. Er untersucht den Zionismus als Reaktion auf den erwachenden Antisemitismus moderner Art seit der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts – mit der Einschränkung, dass es eine nennenswerte zionistische Bewegung erst seit den 1920er Jahren in Luxemburg gab. Als Gründe identifiziert er zum einen den umtriebigen Großrabbiner von Luxemburg, Robert Serebrenik, und zum anderen die landwirtschaftliche Lehranstalt von Altwies im südlichen Luxemburg. Hier wurden seit 1933 besonders Juden aus Deutschland und Polen unterrichtet und auf die *Alija* nach Britisch-Palästina vorbereitet. Für viele, auch bekannte Juden war Altwies eine Durchgangsstation – bis die Wehrmacht 1940 Luxemburg besetzte und auch hier mit der Verfolgung der Juden begann.

Marc Gloden, Historiker beim *Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance (CDRR)*, stellt in seinem Beitrag die luxemburgische Politik gegenüber den jüdischen Immigranten aus Deutschland nach der Machtübertragung von 1933 dar. Er beschreibt die zunehmende Verrechtlichung des Fremdenrechts seit Beginn des 20. Jahrhunderts, die sich zunächst vornehmlich gegen Arbeitsmigranten etwa aus Italien richtete. Die stark steigenden Flüchtlingszahlen führten in den 1930er Jahren zu einer Politik der verstärkten Kontrolle und Überwachung. Gloden thematisiert auch den wachsenden Antisemitismus in Luxemburg, der sich an der Flüchtlingsfrage entzündete und eine öffentliche Debatte herbeiführte. Doch selbst nach der Regierungsbeteiligung der Sozialisten änderte sich an der grundsätzlich ablehnenden Haltung gegenüber Flüchtlingen nur wenig. Gloden gelingt durch die Berücksichtigung zahlreicher Archivquellen eine konzise Darstellung, der es allenfalls an einer stärkeren Einbettung in den europäischen Kontext mangelt.

Nach dem Einmarsch der Wehrmacht am 10. Mai 1940 und der Einrichtung eines nationalsozialistischen Verwaltungsregimes litt Luxemburg wie viele andere europäische Staaten auch unter den deutschen Besatzern. Paul Dostert, Direktor des CDRR, erforscht die Deportationen der Juden aus Luxemburg in den Jahren 1941 bis 1943. Die Frage nach den Verantwortlichkeiten und den Organisatoren

der Deportationen steht im Mittelpunkt der Ausführungen, und dabei besonders, ob die Befehle und Initiativen von Berlin oder von Luxemburg ausgingen. Dostert schildert die sieben Deportationen, die vom 16. Oktober 1941 bis zum 17. Juni 1943 von Luxemburg ausgingen. Sie betrafen die nach der deutschen Besetzung in Luxemburg verbliebenen Juden, von denen bereits die meisten mit dem ersten Transport in das Ghetto von Litzmannstadt (Łódź) gebracht wurden. Weitere Ziele waren Theresienstadt und Auschwitz. Bis auf die erste Deportation wurden die luxemburgischen Juden zu Sammelpunkten in Deutschland gebracht, von wo sie in größere Transporte nach Osten eingegliedert wurden. Dostert gelingt es, den Beitrag bei aller gebotenen Kürze gut in den Forschungskontext einzubetten. Das betrifft zum einen die Rolle der Besatzer vor Ort, wo SS und Gestapo federführend die Organisation der Deportationen übernahmen. Zum anderen beleuchtet der Autor das Agieren des Konsistoriums, das zwischen Zwangslage und Nutzen von Handlungsspielräumen gefangen war.

Der letzte Beitrag des Sammelbandes schließt thematisch an den vorherigen an, indem er der Frage nachgeht, inwiefern Luxemburger an der Verfolgung von Juden während des Zweiten Weltkrieges beteiligt waren. Vincent Artuso, wissenschaftlicher Mitarbeiter an der Universität Luxemburg, hat zum Thema der Kollaboration in Luxemburg gearbeitet. Er kommt zu dem naheliegenden Ergebnis, dass von der Beschlagnahme von Vermögen bis zur Ermordung in den Vernichtungslagern Luxemburger maßgeblich beteiligt waren. Sowohl die Durchführung des in Luxemburg eingeführten deutschen Rechts wie der Nürnberger Rassengesetze, als auch die Arierisierung jüdischen Vermögens bedurfte eines kundigen und zu gewissen Teilen auch willigen Verwaltungsapparates. Artuso kann nachweisen, dass zum Beispiel in der Abteilung IV A, die für das jüdische Vermögen zuständig war, ein Großteil Luxemburger war. Er verweist auf Teile der Bevölkerung, die mit den Nationalsozialisten sympathisierten und sich zum Beispiel der Volksdeutschen Bewegung anschlossen. Schließlich schildert der Autor einige Fälle von aktiven Beteiligungen von Luxemburgern an der Ermordung von Juden und Kriegsgefangenen in Osteuropa. So sehr es das Ziel von Artuso war, die bisher vernachlässigte Geschichte der Zusammenarbeit von Luxemburgern und Deutschen im Hinblick auf die Entrechtung und Ermordung der Juden aufzuarbeiten, so sehr betont er zu Recht aber auch, dass sich die Fragestellung nicht auf die Dichotomie von Widerstand und Kollaboration reduzieren lässt.

Es versteht sich von selbst, dass ein einzelner Sammelband die Geschichte der Juden Luxemburgs für eine Zeitspanne von 150 Jahren nicht erschöpfend behandeln kann. Die zehn Beiträge bieten demnach auch keinen durchgängigen Überblick über das jüdische Leben in Luxemburg. Die thematischen Schwerpunkte betreffen die beiden eng miteinander verbundenen Pole von Emanzipation und Verfolgung. Auch wenn viele Forschungsergebnisse der vergangenen Jahre aus vielen Regionen Europas nur bestätigt werden, erfüllt das Buch zwei wichtige Funktionen: Einerseits verdichten sich die einzelnen Studien zu einem Gesamtbild und bestätigen gewonnene Annahmen; andererseits konnten einige wichtige Fragen zur Geschichte der Juden Luxemburgs beantwortet werden. Das erfreut umso mehr, als die meisten Aufsätze neue Archivquellen berücksichtigen und somit Anknüpfungspunkte für weitere Forschungen liefern.

Frank Hirsch (Saarbrücken)

1914-1918. Le Dieu de la Guerre. Religion et patriotisme en Luxembourg belge, éd. p. Sebastien PIERRE, sous la coordination scientifique de Jean-Marie DOUCET, Bastogne : Musée en Piconrue, 2013, 191 p. ; ISBN 978-2-9600997-5-1 ; 28 €.

Dans le cadre de la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, le Musée en Piconrue de Bastogne a décidé de revisiter l'histoire de cette première occupation en mettant l'accent sur la place de l'Église et de la religion en général dans ce conflit majeur du XX^e siècle. Dans l'ouvrage qui accompagne l'exposition – mais qui est beaucoup plus qu'un simple catalogue –, les auteurs ont essayé d'aborder les « champs historique, anthropologique et social de la foi en temps de guerre et (...) de situer la place de la religion parmi les acteurs du conflit ainsi que leurs rapports à la guerre ». Ce projet plutôt ambitieux s'insère dans une approche culturelle de l'histoire de la Première Guerre mondiale et amène les auteurs à se pencher sur des concepts tels que la « culture de guerre »¹ et la « brutalisation »² des sociétés avant de les transposer sur les événements et les acteurs de l'actuelle région de la province du Luxembourg belge, et par extension de celle de Namur (le diocèse de Namur ayant couvert ces deux provinces).

Lors de l'invasion allemande de la Belgique, en août 1914, les soldats allemands ont rencontré une opposition armée aussi obstinée qu'inattendue. Dans un climat de psychose généralisée dont les origines remontent à la guerre franco-prussienne de 1870 et à la peur des francs-tireurs qui l'accompagna, cette invasion et l'occupation qui l'a suivie ont donné lieu à des exactions de la part des soldats allemands. Les villes et villages de la province du Luxembourg en ont particulièrement souffert. Les prêtres catholiques n'ont pas non plus été épargnés par les massacres et la guerre prit rapidement des allures de « guerre de religion » : les soldats allemands majoritairement protestants opposés à une population civile profondément catholique. Ces massacres, et notamment la motivation religieuse qu'ils auraient pu revêtir, se trouvent au centre des interrogations de ce livre. Les auteurs – des chercheurs, archivistes, doctorants et professeurs des universités de Bruxelles, Namur et Liège, mais aussi des historiens locaux attachés au Musée en Piconrue – tentent cependant de dépasser cette dimension de « guerre de religion » pour aussi se pencher sur la question d'une éventuelle « religion de guerre » au service du patriotisme et de la nation qui aurait pu contribuer elle-même au consentement des civils à l'engagement total dans cette guerre.

L'ouvrage est divisé en quatre parties : l'invasion, le front, le clergé sous l'occupation et l'après-guerre. L'ouvrage s'ouvre sur la contribution d'Anne Morelli qui rappelle l'ambiguïté qui a de tout temps existé entre le « Tu ne tueras point » de la Bible et le rôle de l'Église dans l'État. Elle retrace la situation délicate dans laquelle se trouve le Vatican au début de la Première Guerre mondiale : le pape Pie X et son successeur Benoît XV sont condamnés à une politique de neutralité (voire à une politique pacifiste) étant donné que leurs fidèles sont répartis sur les deux camps

¹ Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER, Violence et consentement : la « culture de guerre » du premier conflit mondial, in : Jean-Pierre RIOUX et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris : Seuil, 1997.

² George L. MOSSE, *De la grande guerre au totalitarisme. La « brutalisation » des sociétés européennes*, Paris : Hachette, 1999.

ennemis. Morelli soulève alors le contraste qui existe entre la politique du Vatican et celle des Églises nationales (et les conflits qui ont pu en découler). En Belgique, la lettre pastorale « Patriotisme et Endurance » du cardinal Mercier affirme ainsi ouvertement le lien étroit entre patriotisme et religion et conteste la légitimité de l'occupant. Enfin, Morelli va également s'intéresser aux divergences qui ont pu opposer Mercier à ses collègues évêques et parfois même à son bas-clergé. L'article de **Gerald Decoster** et de **Jean-Marie Doucet** étudie la représentation de l'invasion de la province de Luxembourg à travers l'imagerie néogothique des moniales de Maredret. Les auteurs interprètent cette retranscription illustrée de la lettre pastorale du cardinal Mercier comme une forme de résistance locale des religieuses qui mettent en image les massacres de civils ou de prêtres, mais aussi une série de sacrilèges qui auraient été commis dans la région. Les auteurs font preuve d'une excellente maîtrise sur le plan de l'analyse iconographique et parviennent à exposer au lecteur les messages parfois codés que contiennent les enluminures. C'est avec autant de précision que **Jean-Marie Doucet** dépeint, dans l'article suivant, les événements entourant l'invasion, qu'il revisite le mythe du clergé belge martyr de l'invasion en analysant la représentation de celui-ci dans la presse allemande et qu'il questionne la dimension religieuse du mythe des francs-tireurs. L'origine de ce mythe est à chercher, selon lui, dans un passé plus ou moins lointain : le massacre de la St-Barthélémy en 1572, les guerres religieuses du XVI^e siècle ou encore les luttes fratricides qui avaient déchiré l'Allemagne du *Kulturkampf* dans le dernier tiers du XIX^e siècle. Il va même faire le lien avec une littérature de fiction du début du XX^e siècle. En plus d'offrir une très bonne synthèse sur la question, Jean-Marie Doucet montre comment la légende du clergé combattant s'est construite sur toute une série de préjugés qui préexistaient dans la société allemande avant 1914.

La contribution de **Benoît Amez** transporte alors le lecteur depuis le fin fond du Luxembourg belge vers le front de l'Yser. Sur base notamment de correspondances entre des soldats originaires de la province luxembourgeoise et leurs familles, l'auteur essaie d'évaluer l'importance et le rôle de la foi chez les combattants belges. Si l'article peut, par moments, présenter des lacunes sur le plan méthodologique (cf. utilisation d'une interview de la petite-fille du soldat Fasbender pour renseigner sur l'état de la foi de celui-ci), il propose cependant une approche originale et pose des questions pertinentes. Le seul vrai regret qu'on peut avoir est que l'auteur ne se soit pas intéressé à la question de la production d'œuvres d'art à caractère religieux dans les tranchées. Bien que l'article soit abondamment illustré par des images de crucifix en munition, l'auteur n'a pas pris en considération ces créations artistiques. L'article d'**Alain Colignon** porte sur les discours de l'Église institutionnelle et les façons dont ils ont été canalisés vers le « peuple des tranchées ». Il y défend l'idée d'une Église qui embrassait pleinement la cause de la nation violentée et qui faisait preuve d'un « patriotisme pointu, aussi vigoureusement monarchiste que germanophile ». Il présente une analyse très pertinente sur le rôle des aumôniers militaires – dont le nombre est passé de 53 à presque 500 du début à la fin de la guerre – qui, outre leur fonction sociale et religieuse, servaient aussi à diffuser la position de l'Église sur le front et à entretenir le moral patriotique des troupes. Si la contribution d'Alain Colignon s'intéresse principalement au front, il y fait tout de même un saut vers l'arrière, « en Ardenne profonde », où s'est selon lui déroulée une petite

révolution culturelle au cours des années de guerre. Si jusqu'en 1914, les notions de patriotisme étaient restées bien vagues dans ces régions, après 1918, ce fut désormais en la nation belge que l'on « s'identifia de préférence, et c'est d'elle que l'on attendit une valorisation statutaire, symbolique ou bien réelle ». L'Église, par la diffusion de ses discours patriotiques, tant sur le front qu'à l'arrière, aurait ainsi joué un rôle important dans le développement de l'État-Nation belge. Face à ces deux textes qui parviennent à faire le lien entre le front et l'arrière, la contribution de **Patrice Dartevelle** semble difficilement conciliable avec l'objectif de l'ouvrage qui est d'étudier la guerre d'un point de vue religieux dans le Luxembourg belge. Son approche biographique du personnage d'Ernest Psichari – soldat français qui est l'un des principaux représentants militaristes d'un mouvement de « renaissance catholique » en France au début du XX^e siècle et dont le seul lien avec le territoire luxembourgeois est d'y avoir laissé la vie – n'arrive malheureusement pas à faire ce lien. Il traite exclusivement de l'histoire de ce personnage avant la guerre et ne s'intéresse pas non plus au monument qui a été érigé en sa mémoire et qui – par nature – relie le personnage au territoire.

La troisième partie de l'ouvrage s'intéresse plus particulièrement au rôle du clergé durant cette occupation. Elle s'ouvre sur la contribution d'**Axel Tixhon** sur l'évêque de Namur – Louis-Thomas Heylen – et son diocèse dans la Grande Guerre. Il y retrace les événements de cette occupation vus à travers les yeux de l'évêché namurois et en particulier à travers ceux du chanoine Jean-Servais Schmitz. Le secrétaire de l'évêque, originaire de la région ardennaise, fait plusieurs tournées dans sa région natale au cours des années de guerre et met par écrit les diverses actions entreprises par les services de l'évêque. Il y livre un témoignage d'une grande valeur sur la vie quotidienne dans l'évêché, la cohabitation entre l'occupant et le clergé ainsi que sur les exactions commises par les troupes allemandes. Sur la base des carnets de Schmitz, l'auteur parvient à reconstituer la situation difficile dans laquelle se trouvait le clergé, souvent contraint à jouer un rôle tampon entre l'occupant et l'occupé. C'est également **Axel Tixhon** qui signe l'article sur la presse catholique du diocèse de Namur durant l'occupation. Celui-ci s'intéresse principalement à l'histoire du quotidien « L'ami de l'Ordre » qui continua à paraître sous la censure allemande et devint l'un des principaux canaux d'informations pour l'occupant. L'auteur propose un regard intéressant sur les interactions entre l'institution catholique et ses organes de presse et les relations parfois ambiguës que l'occupation a pu engendrer. **Valentin Malfait**, dans sa contribution sur l'opposition du clergé « luxembourgeois » aux Allemands, propose un bilan détaillé de la résistance concrète des clercs sur le plan local. À travers des « sermons patriotiques », des déclarations ou comportements anti-allemands, la diffusion de prohibés ou de presse clandestine, voire même au travers de cas isolés d'activités d'espionnage, un nombre non négligeable de prêtres ont ainsi exprimé leur opposition à l'occupant. L'auteur parvient à montrer que la résistance des clercs s'accompagnait souvent, d'une part, d'un discours sur le maintien de la moralité – notamment en ce qui concerne la dénonciation du comportement de certaines femmes à l'égard de l'occupant – et, d'autre part, de la notion de sacrifice de la part des paroissiens qui les lie ainsi concrètement aux parties combattantes du pays. Cette troisième partie du livre se termine par la contribution de **Jacques Charneux** sur les actes de résistance au Séminaire de

Bastogne et sur le rôle de certains séminaristes dans le réseau d'espionnage de la « Dame Blanche ». Le ton nuancé observé dans la plupart des articles précédents ne se retrouve malheureusement pas dans celui-ci. L'auteur, vice-président du Musée en Piconrue, institution depuis sa création liée au Séminaire de Bastogne, manquerait-il de distance nécessaire par rapport au sujet ? Voilà qui pourrait expliquer le recours assez récurrent à des jugements de valeurs.

La dernière partie du livre porte sur l'après-guerre et la mémoire du premier conflit mondial en région « luxembourgeoise ». **Laurence Van Ypersele**, dans son article sur la symbolique religieuse des monuments de 14-18, attire l'attention du lecteur sur le fait que, dans la vague d'érections de monuments qui suit la guerre – contrairement aux autres nations belligérantes –, la Belgique a laissé une place importante aux civils dans l'espace mémoriel. À côté du soldat, c'est toute la patrie héroïque et martyre qui est représentée. Dans le Luxembourg belge, aux symboliques patriotiques vont encore se mêler des symboliques chrétiennes explicites, l'amour de la patrie étant ainsi presque mis au même niveau que l'amour de Dieu. Après la guerre, le lien étroit entre patriotisme et religion semble toujours être bien présent : « La patrie se voyait sacralisée et Dieu était nationalisé ». La contribution de **Thierry Scholtes** traite alors de la mémoire écrite de cette période, et plus particulièrement de l'ouvrage monumental du chanoine Schmitz et de Dom. Nieuwland. Ces deux religieux avaient été chargés (séparément) de réaliser des enquêtes sur les massacres commis lors de l'invasion allemande. Après la guerre, ces deux personnages se réunirent afin de mettre leur documentation à disposition des chercheurs. Le résultat se retrouve dans plus de 2.000 pages de documents et de témoignages, réunis en 8 volumes. L'auteur, archiviste lui-même, attire aussi l'attention du lecteur sur les difficultés d'exploitation que cette documentation peut présenter. Il constate cependant que, malgré ces difficultés, l'ouvrage de Schmitz et Nieuwland « a le grand mérite de faire parler les survivants et de reconstituer ainsi village par village, rue par rue, la tragédie historique d'août 1914 par ceux-là même qui l'ont vécue ». Une mémoire écrite donc, mais orale aussi. Peut-être l'une des toutes premières entreprises d'histoire orale en rapport avec la Première Guerre mondiale ? Les deux très brefs articles qui suivent sont à nouveau signés de la main de **Jean-Marie Doucet**. Ils évoquent notamment le besoin qui existait chez beaucoup de religieux de donner un sens moral et spirituel à la tragédie que fut le premier conflit mondial. Le mot de la fin appartient alors à **André Haquin** qui, dans son excellente contribution sur les pratiques religieuses au lendemain de la guerre, analyse avant tout les conséquences de la guerre sur le plan linguistique dans le pays d'Arlon. Si l'allemand et le parler luxembourgeois dominent encore largement dans cette région au XIX^e siècle, les massacres de civils et les efforts de germanisation de l'administration et des écoles par les Allemands vont provoquer une volonté de rejet de la langue allemande après la guerre. Les indicateurs majeurs de ces efforts de « dégermanisation » sont la disparition progressive de l'allemand dans la presse et les cérémonies religieuses, mais aussi l'abandon du luxembourgeois (étant confondu avec l'allemand) par une partie de la population.

Dans l'ensemble, l'ouvrage du Musée en Piconrue est une belle réussite. Le livre permet au lecteur de revisiter un passé peu connu en mettant à sa disposition une grande variété de documents ainsi que des textes de qualité qui permettent de

remettre ces derniers dans leur contexte de production. Les auteurs ont réussi à soulever un grand nombre de questions intéressantes, tant sur le plan de l'analyse des événements sous l'angle religieux que sur celui de l'utilisation de toute une série de sources originelles. Les enluminures, caricatures, peintures, vitraux et photographies reproduits font vraiment la richesse du livre et – en plus du format et du style plutôt moderne – font de ce livre un objet aussi beau qu'intéressant. Le seul bémol que l'auteur luxembourgeois (grand-ducal) que je suis a pu lui trouver est peut-être l'absence de toute interrogation sur les relations entretenues avec l'Église du Grand-Duché. Si proche et pourtant dans une situation si radicalement différente, l'analyse des relations entre Église belge et Église luxembourgeoise aurait sans doute encore pu apporter un petit plus au livre. Ayant relevé le défi de réunir des auteurs d'horizons aussi variés, *1914-1918 Le dieu de la guerre* parvient cependant à proposer un récit cohérent dont la lecture ne peut qu'être recommandée.

Charles Roemer

Thomas PERRIN, Culture et eurorégions. La coopération culturelle entre régions européennes, Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles, 2013, 192 p.; ISBN: 978-2-8004-1536-9; 23 €.

Thomas Perrin, assoziierter Forscher am Laboratoire PACTE-CNRS der Université de Grenoble, geht in seiner Studie der Frage nach, inwieweit grenzüberschreitende Kulturpolitik und -beziehungen ein Antrieb für die interregionale Zusammenarbeit und damit verbundene räumliche Integrationsprozesse sein können. Am Beispiel von vier so genannten Euroregionen – Pyrénées-Méditerranée, Alpes-Méditerranée, Nord-Transmanche und Großregion Saar-Lor-Lux – versucht er aufzuzeigen, dass Kulturschaffende und ihre Projekte häufig zu den Pionieren der Zusammenarbeit zählen und mitunter Wegbereiter waren für die Institutionalisierung grenzüberschreitender Kooperation auch in anderen Sektoren.

Nach einer konzisen Einführung in die Fragestellung und einem Überblick über die Fallstudienregionen konzeptualisiert der Autor in Kapitel 1 die Beziehungen zwischen Identität, Kultur und Raum (*territoire*), indem er postuliert, dass die institutionalisierte Zusammenarbeit von Gebietskörperschaften im Kulturbereich zur grenzüberschreitenden Identitätskonstruktion beitrage, sowohl nach innen (*constitution interne d'identités*) als auch nach außen (*projection externe de ces identités*, S. 28), d.h. im Sinne der Imagebildung bzw. „Sichtbarkeit“ einer Grenzregion. Kapitel zwei widmet sich den besonderen Herausforderungen für die Kulturpolitik in Euroregionen. Im Vordergrund steht zunächst eine Klärung des Begriffs „Euro-region“, wobei der europaweite Vergleich die Vielschichtigkeit und Diversität der Konzepte offenlegt. Sodann werden verschiedene Dimensionen bisheriger Kulturpolitiken erläutert (historisch-erinnernd, festivalisierend, vernetzend).

Während in Kapitel 3 die Euroregion Pyrénées-Méditerranée im Vordergrund steht und Parallelen und Unterschiede in der benachbarten Region Alpes-Méditerranée nur knapp angerissen werden, fokussiert Kapitel 4 auf die Großregion und spricht etwas am Rand den Raum Nord-Transmanche an. Für die jeweils erstgenannten Beispiele wählt Perrin einen historischen Einstieg, wobei unklar bleibt, warum der

Rückgriff auf das westgotische Reich im 5. Jahrhundert und der Verweis auf die Ausdehnung des burgundischen Reichs im 15. Jahrhundert zum Verständnis aktueller Kulturpolitiken und gegenwärtiger Identitätskonstruktionen beitragen.

Erfreulicherweise verzichtet der Autor auf einen systematischen Vergleich der vier Beispielregionen und umgeht so offenkundige methodische und konzeptionelle Fallstricke. Vielmehr nutzt er die Befunde aus allen untersuchten Regionen zur Illustration seines in Kapitel 5 vorgebrachten zentralen Arguments. Hier betont er die starke Verschränkung der territorialen mit der kulturellen Dimension institutioneller Zusammenarbeit. Leider bleibt die konkrete methodische Vorgehensweise weitgehend unklar, und die Auswahl der angeführten Projektbeispiele und zu Wort kommenden Interviewpartner erscheint teilweise erratisch bis willkürlich. Die Bezeichnung „Luxplus“ für das europäische Kulturhauptstadtjahr Luxemburg und Großregion 2007 ist dem Rezensenten nicht als gebräuchlich bekannt. Im Falle der Großregion und Nordfrankreichs wäre eine Beachtung einschlägiger deutschsprachiger Quellen (etwa die Arbeit von Monika Sonntag über die Kulturhauptstädte Luxemburg und Lille) hilfreich gewesen.

Die so nicht immer plausible Argumentationsführung und die Flüchtigkeit vieler Projekte und Kooperationsbeziehungen im Kulturbereich erschweren es, sich dem Kernbefund einer *transition interterritoriale* (S. 150) mit der Kulturpolitik als Motor anzuschließen. Überambitioniert muss daher auch der Titel des Schlusskapitels klingen (*Action culturelle et construction des territoires, des eurorégions à l'Union européenne... et au-delà*).

Trotz des teilweise problematischen, weil oberflächlichen Umgangs mit Begriffen und Konzepten (z.B. *identité territoriale*) bietet die Arbeit aktuelle Einblicke in die Dimensionen und Hindernisse grenzüberschreitender Kulturbeziehungen, ihren Institutionalisierungsgrad und ihre potentielle Ausstrahlung auf andere Politikbereiche.

Christian Schulz

Christian WILLE, Rachel RECKINGER, Sonja KMEC, Markus HESSE (Hrg.), Räume und Identitäten in Grenzregionen. Politiken – Medien – Subjekte. Bielefeld: transcript 2014, 395 S.; ISBN: 978-3-8376-2649-0; 29,99 € (eBook: ISBN 978-3-8394-2649-4; 26,99 €)

Der vorliegende Sammelband dokumentiert wesentliche Ergebnisse des Forschungsprojekts IDENT2, das in den Jahren 2011 bis 2014 an der Universität Luxemburg durchgeführt wurde und an dem ca. 30 Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler aus unterschiedlichen sozial- und kulturwissenschaftlichen Disziplinen beteiligt waren. IDENT2 schloss an ein Projekt mit dem Namen IDENT an, das von 2007 bis 2010 ebenfalls an der Universität Luxemburg lief. Während sich IDENT mit soziokulturellen Identitäten und Identitätspolitik in Luxemburg beschäftigte, ging es in IDENT2 um „Regionalisierungen als Identitätskonstruktionen in Grenzräumen“ (S. 11). Dadurch wurde die bereits in IDENT beleuchtete Thematik der Identitätskonstruktion durch diejenige der Raum- und Grenzkonstruktion erweitert. Den Ausgangspunkt des Projektes bildete „die Auffassung, dass Räume

und Identitäten aus sozialen Praktiken hervorgehen“ (S. 9). Auch der Sammelband nimmt eine praxistheoretische Perspektive ein, die auf Benno Werlens Sozialgeographie alltäglicher Regionalisierungen aufbaut und sie mit den stärker identitäts- und differenztheoretischen Einflüssen der Neuen Kulturgeographie verbindet.

Insgesamt stellt der Sammelband den überzeugenden Versuch dar, das Projekt von zwei Seiten zu beleuchten: Auf der einen Seite werden wesentliche Ergebnisse kompakt dargestellt; auf der anderen Seite wird die interdisziplinäre Architektur des Projekts sichtbar gemacht. Die Architektur des Projekts bestand aus drei inhaltlichen Arbeitsgruppen, die jeweils einen Forschungsschwerpunkt bearbeiteten und zu diesem Zweck eine bestimmte Perspektive einnahmen. Dabei handelte es sich um „(1) eine machtkritische Perspektive auf Räume und Identitäten, die sich besonders Politiken und Normierungen zuwendet; (2) eine an Medien orientierte Perspektive auf Räume und Identitäten, die Medien als Konstrukteure und Projektionsflächen sowie selbst als (Verhandlungs-)Räume versteht, und (3) eine subjektzentrierte Perspektive, die das Hervorbringen von Raum- und Identitätskonstruktionen im Zuge alltagskultureller Praktiken untersucht“ (S. 11). Miteinander verzahnt und flankiert wurden diese inhaltlichen Arbeitsgruppen durch „drei *begleitende* Arbeitsgruppen (...), die sich auf theoretische Fragen, auf methodische Aspekte und auf die Zusammenarbeit der beteiligten Disziplinen konzentrierten“ (S. 12; Hervorh. im Original).

Die durchdachte Architektur des Projekts spiegelt sich in der übersichtlichen Gliederung des Sammelbandes wider. Nach einer kurzen Einführung von Christian Wille und Rachel Reckinger, die das Projekt koordiniert haben, folgt zunächst eine Übersicht über die theoretischen und methodischen Zugänge, die im Projekt gewählt wurden. Danach folgen die drei zentralen Kapitel, in denen die Ergebnisse der oben skizzierten Forschungsschwerpunkte in Form von kurzen Aufsätzen aus den jeweiligen Teilprojekten präsentiert werden. Dass diese Hauptkapitel neben einer kurzen Einleitung in die jeweilige Thematik auch schwerpunktspezifische Schlussfolgerungen enthalten, mag wiederum als Ausdruck der stringenten Gliederung des Gesamtprojekts gelesen werden. Ein Ausblick von Markus Hesse, der Luxemburg im Anschluss an ein Zitat aus dem *Luxemburger Wort* als „das Singapur des Westens“ thematisiert, rundet den Band ab.

Eine besondere Stärke des Bandes liegt in der Vielfalt der disziplinären Interessen und Blickwinkel, die in den drei zentralen Ergebniskapiteln zum Ausdruck kommt. Die Bandbreite der verhandelten Themen reicht von „Burgen als Instrumente herrschaftlicher Raumkonstruktion“ über die „mehrsprachigen Inszenierungen des Verlags *ultimomondo*“ bis hin zu luxemburgischen „Arbeiterkolonien und ihre[n] Bewohner/-innen“. Bemerkenswert ist darüber hinaus, dass der Band in zwei Sprachen vorliegt¹. Die Buchbeiträge wurden, je nach Vorliebe bzw. Kompetenz der Autorinnen und Autoren, auf Deutsch, Englisch oder Französisch verfasst und anschließend von einem Übersetzer und Lektor in eine deutsche und eine englische Fassung gebracht. Auch die Gestaltung des Bandes mit farbigen Abbildungen ist vergleichsweise aufwendig. Ermöglicht wurde der Aufwand durch „die großzügige

¹ Die englische Fassung erscheint im Juni 2015 unter dem Titel: *Spaces and Identities in Border Regions. Policies – Media – Subjects*, ISBN: 978-3-8376-2650-6 (Anm. d. Red.).

finanzielle Förderung“ (S. 13) der Universität Luxemburg, der im ersten Kapitel besonderer Dank ausgesprochen wird.

Dass die Dokumentation eines solchermaßen groß angelegten, multilingualen und interdisziplinären Projektes auch Probleme mit sich bringt, liegt auf der Hand. So sind die einzelnen Texte in den drei zentralen Kapiteln sehr knapp gehalten; aufgrund der Größe des Gesamtprojektes werden die zentralen Ergebnisse der Teilprojekte jeweils auf wenige Seiten komprimiert. Vor diesem Hintergrund liegt auf der Hand, dass die einzelnen Themen nur angerissen werden können und dass auf intensivere Diskussionen verzichtet werden muss. Entsprechend habe ich mir oft gewünscht, mehr zu einem Gegenstand zu lesen – und nicht wieder auf ein Fazit zu stoßen, wenn es gerade spannend wurde.

In inhaltlicher Hinsicht hätte ich mir gewünscht, mehr über das postkoloniale Luxemburg zu erfahren. Wenn Luxemburg wirklich „das Singapur des Westens“ ist, warum ist dann vergleichsweise wenig von den lebenspraktischen Schattenseiten der Globalisierung die Rede? Wo sind die Beiträge, die die Polarisierung und Segmentierung einer von Migration gekennzeichneten Gesellschaft thematisieren? Die von Armut und sozialer Ausgrenzung, von prekarierten und informellen Arbeitsverhältnissen handeln – und, mit Blick auf das Thema des Bandes, von den Grenz- und Identitätskonzepten derjenigen, die davon betroffen sind? Durch die Beschäftigung mit (vielleicht allzu) Luxemburgischem – luxemburgischen Burgen, luxemburgischen Büchern und luxemburgischen Arbeiterkolonien – zeichnet das Buch stellenweise ein recht behäbiges und allzu bekanntes Bild von Luxemburg: das des reichen, etwas provinziellen Großherzogtums, das sich, aller Internationalität zum Trotz, vor allem selbst genügt. Dass das nicht das einzige Luxemburg ist, hätte gerade durch die identitätstheoretische Perspektive des Bandes eindrucksvoll herausgearbeitet werden können. Aber auch wenn die Chance, ein *anderes* Luxemburg zum Sprechen zu bringen, nicht stärker genutzt wurde, bietet der Band eine Fülle von theoretischen und forschungspraktischen Anregungen. Er sei all denjenigen zur Lektüre empfohlen, die wissen wollen, wie Räume und Identitäten in Grenzregionen tagtäglich gemacht werden.

Julia Lossau (Bremen)

Mauve CARBONELL, De la guerre à l'union de l'Europe. Itinéraires luxembourgeois, Bruxelles: P.I.E. Peter Lang, 2014; 164 p., ISBN 978-2-87574-139-4; 42,80 €.

L'ouvrage de Mauve Carbonell s'insère dans la série «Publications du Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman, Luxembourg», sous la direction de Charles Barthel.

L'auteur entend construire et analyser de manière critique un corpus d'acteurs luxembourgeois, hauts fonctionnaires, qui ont participé activement au processus de construction européenne. Comme indiqué dans l'introduction (p. 12-13), ce corpus regroupe des personnalités luxembourgeoises nées entre 1895 et 1920, c'est-à-dire *une génération* qui a connu le «nationalisme dominant des années 1930», la Seconde Guerre mondiale, et qui a œuvré, au lendemain de la guerre, «au projet

quasi internationaliste des Communautés européennes ». L'auteur insiste et clarifie le concept de « génération » à l'aide duquel elle a conduit à bien sa recherche qui s'inscrit ouvertement dans une mise en perspective biographique prenant appui sur des parcours de vie, des parcours de « vécu en commun ».

Le corpus se limite à huit figures de proue, huit personnalités ayant partagé un même destin, surtout l'épreuve de la guerre et la volonté de s'engager dans le renouveau que constituait, dans les années 1950, le projet de Communauté européenne : Albert Wehrer et Jean Fohrmann pour la Haute Autorité de la CECA ; Michel Rasquin, Lambert Schaus, Victor Bodson et Albert Borschette pour la Commission européenne ; Charles-Léon Hammes et Pierre Pescatore pour la Cour de Justice des Communautés européennes. Le choix de ces élites est brièvement justifié dans l'introduction : « L'étude porte ici sur un petit groupe d'hommes adultes au moment de la guerre, puis ayant représenté le Luxembourg dans les plus hautes instances européennes et communautaires que sont la Haute Autorité de la CECA, la Commission de la Communauté économique européenne [...], la Cour de Justice des Communautés européennes [...] ». Cette démarche, qui peut se justifier, était déjà celle adoptée par Mauve Carbonell dans sa thèse doctorale¹ publiée en 2008. Toutefois, le lecteur ne manquera pas de regretter l'absence dans ce corpus de « pères de l'Europe » de la trempe de Pierre Werner (1913-2002) ou de Joseph Bech (1887-1975), même s'ils n'ont pas exercé d'activités de haut fonctionnaire dans les institutions mentionnées plus haut. En effet, les hauts fonctionnaires n'ont pas œuvré seuls, de leur pleine initiative ; ils ont au moins été inspirés par les responsables politiques du gouvernement. Certes, ces responsables politiques apparaissent dans cette étude, mais seulement à titre de *témoins*. En adoptant ce critère de sélection restrictif (*une* génération d'hommes ayant exercé au sein des institutions européennes), l'auteur se prive d'une analyse plus approfondie des réseaux, des jeux d'influence entre hauts fonctionnaires européens, d'une part, et élite politique, d'autre part.

Ceci dit, l'analyse de ces biographies entrecroisées repose sur une excellente documentation et des sources primaires abondantes. Le premier chapitre (Une jeunesse luxembourgeoise et européenne) met bien en évidence que ces hommes ont suivi un parcours éducatif, puis des premiers engagements politiques qui les ont amenés à se côtoyer, à travailler souvent dans un même environnement (le barreau notamment). L'intérêt majeur de ce chapitre est de voir comment et pourquoi ces hommes se retrouvent sur « les chemins de l'Europe » lorsque, en pleine maturité et forts de leur expérience professionnelle, ils sont mêlés aux négociations cruciales des traités fondateurs des Communautés européennes. C'est ici que l'approche de la construction européenne par la biographie prend tout son sens, car elle met en lumière ce que l'on pourrait appeler « le dessous des cartes », les coulisses derrière lesquelles cette élite luxembourgeoise a œuvré discrètement, mais efficacement. Cet engagement européen s'explique évidemment par la douloureuse expérience de la guerre et de l'immédiat après-guerre, que l'auteur analyse longuement (chapitres 2-5). Ces hommes, si différents par leurs convictions philosophiques et religieuses (ou

¹ CARBONELL, Mauve, Des hommes à l'origine de l'Europe. Biographies des membres de la Haute Autorité de la CECA, Aix-en-Provence : PUP, 2008.

leur conviction laïque) et par leur engagement dans la politique nationale, partagent cependant un constat : la guerre a été une catastrophe européenne. Ils partagent une « vision du monde transformée » et donc une commune conviction d'« exorciser la guerre » par la construction d'une Europe unie et pacifiée. Le chapitre 6, intitulé « L'Europe nécessaire », nous donne à comprendre comment le processus d'intégration européenne a été lancé, soutenu par cette élite, mais cette longue route est tout sauf une ligne droite. D'ailleurs, ces personnalités ont été critiquées, voire, à certains moments, sceptiques quant à l'évolution de ce processus d'intégration européenne. Le pragmatisme l'a souvent emporté : le Luxembourg avait-il un avenir en dehors de ce projet européen ? Cette élite se rendait compte qu'il n'y avait guère d'alternative, même si certains, comme Albert Wehrer, redoutaient le dirigisme de la Haute Autorité de la CECA vis-à-vis des ARBED. Ceci étant, ces hommes étaient des Européens convaincus. La démonstration est faite à la lecture de ce livre. Dans sa conclusion, l'auteur souligne que « le Luxembourg n'envoie dans les institutions communautaires que des personnes au passé (presque) irréprouvable », un élément qu'elle considère comme une caractéristique de la volonté diplomatique luxembourgeoise de couper court à tout reproche ou suspicion. Elle indique pourtant que cette « irréprochabilité » n'est pas toujours convaincante et elle lève ainsi le voile sur l'héritage de la conduite en temps de guerre qui poursuit encore certains membres de cette élite.

L'ouvrage apporte donc une contribution originale et importante au débat historiographique qui mobilise actuellement les historiens à propos de la période de la guerre et de l'après-guerre dans le cadre du Grand-Duché de Luxembourg. Il enrichit aussi, bien évidemment, notre connaissance sur l'histoire de l'intégration européenne que l'auteur revisite grâce à l'analyse biographique.

René Leboutte

Jorge SIMOES / SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (éd.), Monumentum, tome 2: Handwerkskunst. Rédaction : Jürgen ZENTHÖFER. Luxembourg: Sauvegarde du Patrimoine, 2014, 160 p., nombreuses photos; ISBN 978-99959-0-062-5; 32 €.

Le deuxième tome *Monumentum* de l'asbl Sauvegarde du patrimoine, intitulé « Handwerkskunst – Respektvolle Erneuerung historischer Bausubstanz in Luxemburg und der Großregion », est riche en thèmes. Avec ses 22 articles en plus de l'avant-propos et de l'index des photographies et des illustrations ainsi qu'un chapitre de remerciements, cet ouvrage fait penser à un magazine traitant le sujet du patrimoine, voire à un blog imprimé.

L'ouvrage commence par trois questions posées à des politiciens représentant les quatre grands partis politiques luxembourgeois : Serge Wilmes, Ben Fayot, André Bauler et Carole Dieschbourg. Les réponses ne donnent guère d'éléments nouveaux, mais sont plutôt d'ordre général et consentantes en ce qui concerne l'importance du patrimoine et la nécessité d'agir. Dans un entretien avec le vice-président de l'initiative au Luxembourg, Jochen Zenthöfer, et la fondatrice du projet, Christina Sassenscheidt de Hambourg, les initiateurs du site 'Leerstandmelder.lu'

expliquent que le site doit informer le citoyen des immeubles vides et non occupés et donner la possibilité à n'importe qui de signaler l'existence d'une bâtisse abandonnée. Entre-temps, les responsables ont dû désactiver le site, acceptant l'argument de la ministre de la Culture et du Logement Maggy Nagel de la contre-productivité d'une telle action, « sans aucune pression », comme le précise Zenthöfer dans un article publié en ligne¹. Les prochaines pages de l'ouvrage constituent un catalogue de conseils et d'idées développés par Christina Mayer, destiné aux maîtres d'ouvrage désirant embellir leur ancienne maison avec une nouvelle porte d'entrée ou en restaurant l'ancienne porte. Cet article expose de manière didactique divers types de portes en bois de différentes époques sous forme de croquis et fournit des projets de nouvelles portes se rapprochant le plus du style d'une certaine époque. Plus loin, Mayer détaille les styles des portes d'entrée métalliques datant des années 1930 et 1950 à travers de nombreuses photos qui témoignent de l'artisanat du ferronnier. Un grand nombre de ces portes sont aujourd'hui en péril faute d'isolation thermique assez performante, et Mayer donne des conseils de restauration et d'entretien. Marc Schoellen explique, quant à lui, les différentes techniques des anciens artisans pour construire des murs de jardins en pierre et donne des conseils de restauration. Sur une double page, Jochen Zenthöfer illustre l'utilisation des gabions formant les murs de soutènement et critique la pratique trop massive de cette forme de construction de la part du conseil communal de la ville de Luxembourg. L'accusation nous paraît injustifiée, car cette technique peut être considérée comme une forme contemporaine des murs de soutènement en pierre sèche et constituer une alternative aux murs en béton, marquant ainsi une évolution de ces techniques. La série photographique de Marc Kieffer, qui documente des témoins de l'ère industrielle luxembourgeoise à travers le site de Belval et le moulin de Bettange-sur-Mess, peut être considérée comme mélancolique et esthétique. Les prochaines deux rubriques sont plus soutenues et méthodiques, avec, d'une part, un petit exposé de Michel Pauly et d'Eva Jullien sur l'artisanat en ville durant le Moyen-âge, éclairci à travers des extraits des livres de comptes de la ville de Luxembourg, et, d'autre part, un article de Robert L. Philippart intitulé « Des bâtisses et leurs matériaux pour une nouvelle nation », évoquant les nouveaux défis qui attendaient le Luxembourg au XIX^e siècle. Un deuxième reportage photographique est dû à Martin Becker, ferronnier, et illustre ses 'lost places II' avec des impressions nostalgiques de l'Hôtel Colette à Vianden. Deux exemples de restauration, richement documentés en photos, concernent l'église de Hesperange et une petite « folie » du parc communal de Rosport appelée « Poppenhaischen ». Le prochain article reprend le portrait d'un artisanat disparu, celui du charron : il est composé d'un historique sommaire du terme et du métier de constructeur de charrue et de carrosses et de la présentation d'un ancien charron, Klaus Böttel, issu de la Grande Région, avec visite photographique de son atelier.

Suivent une « notice nécrologique » de divers bâtiments du pays ayant dû céder à la pression immobilière et une interview de Jochen Zenthöfer, rédacteur du présent ouvrage, avec la ministre de la Culture Maggy Nagel. La ministre explique brièvement les projets en cours au sein du Service des sites et monuments, promet

¹ ZENTHÖFER, Jochen, Leerstandsmelder.lu geht vom Netz, in: *wort.lu* (3.7.2014), URL : <http://www.wort.lu> (consulté le 14.10.2014).

une nouvelle loi sur le patrimoine et évoque l'inventorisation nationale des objets dignes de protection. L'article suivant reprend un sujet déjà abordé dans le premier tome, à savoir les subsides du ministère de la Culture pour des travaux de restauration, la procédure à suivre par les maîtres d'ouvrage et la hauteur des aides.

L'ancien bourgmestre d'Erpeldange André Bauler a photographié d'autres beaux exemples du patrimoine luxembourgeois. La parole est ensuite donnée aux jeunes avec une bande dessinée de la Seconde Guerre mondiale, réalisée par cinq élèves du Lycée Aline Mayrisch. On se demande quelle était l'intention de la rédaction en introduisant ce sujet dans un ouvrage traitant du patrimoine bâti et de l'artisanat d'art! Les pages finales recommandent quelques ouvrages traitant de la sauvegarde du patrimoine en Allemagne et des beaux livres illustrant l'architecture d'antan au Luxembourg, ainsi que deux livres pour enfants, dont l'un évoque une maison qui raconte son histoire depuis 1656 et l'autre illustre de manière éducative la rénovation d'une ancienne ferme. *Monumentum*, tome 2, conclut sur une présentation de l'association 'Sauvegarde du Patrimoine asbl' et divers articles publicitaires présentant une agence immobilière ayant le même siège que l'association 'Sauvegarde du Patrimoine asbl' ainsi qu'une entreprise offrant ses services en conseil allant des concepts énergétiques pour des anciens bâtiments aux demandes de subsides auprès du Service des sites et monuments, entreprise dont le responsable n'est autre que Jorge Simoes, éditeur de l'ouvrage.

Le livre aborde une multitude de sujets, allant des conseils aux maîtres d'ouvrage aux souvenirs nostalgiques du patrimoine luxembourgeois en passant par de petites leçons de style. L'absence de fil rouge et des sujets rarement traités en profondeur font de ce tome une lecture certes valable mais superficielle et laissant un arrière-goût d'amateurisme. Trop évidente l'opération de promotion des actions de Jochen Zenthöfer ainsi que de son acolyte Jorge Simoes, éditeur de l'ouvrage, et de son entreprise Retrouvailles-concept. Néanmoins, le livre, dont la valeur historique est discutable, a le mérite de sensibiliser sur le sujet du patrimoine bâti au Luxembourg.

Anne Stauder

Corina Ciocârlie, Prendre le large, Mersch : Centre national de littérature, 2014, 216 p. ; ISBN 978-2-919903-38-2 ; 25 €.

Corina Ciocârlie poursuit sa recherche poétique du nomadisme et de l'attirance de l'ailleurs. Corina Ciocârlie est loin d'être une inconnue dans le milieu littéraire luxembourgeois. Elle est journaliste, femme de lettres et chercheuse en littérature avec un parcours assez original : après des études à Bucarest où elle a écrit une thèse de doctorat sur Cioran, elle s'est installée au Luxembourg où elle collabore au Jeudi, s'occupe du supplément littéraire du Tageblatt *Livres-Bücher* ainsi que de la collection «aphinités» des éditions Phi. Elle a récemment plié ses bagages, cependant, pour aller vivre à Lyon.

Dans le catalogue de ladite maison d'édition se trouvent également deux essais littéraires que Corina Ciocârlie a publiés en collaboration avec le Centre national de littérature : *Un Miroir aux Alouettes. Petit dictionnaire de la pensée nomade* (1999)

et *Laissez-passer. Topographie littéraire d'une Europe des frontières* (2004). En 2011, elle a fait paraître, aux éditions Ultimomondo (qui lui a décerné, un an plus tôt, le Bicherpräis), un essai drôle et quelque peu insolite, *Il n'y a pas de dîner gratuit. Petit abécédaire de la rencontre en littérature*.

Il est clair que, pour une femme de son parcours, la question du nomadisme, du déracinement, de la lutte entre langue maternelle et langue d'adoption ou d'écriture (ici, en l'occurrence, le français, même si Ciocârlie n'a jamais totalement arrêté d'écrire en roumain), prend des dimensions de quête identitaire plus ou moins obsessionnelle, sorte de puits sans fonds qu'il faut toujours et encore écoper.

Une récente publication, à nouveau en collaboration avec le CNL, témoigne justement de cela, à savoir de ce sujet que Corina Ciocârlie n'a pas encore fini de ressasser (de le tourner et retourner entre ses doigts comme une petite pièce d'or) afin de mieux le comprendre: *Prendre le large*. Œuvre littéraire, recueil d'essais biographiques, livre illustré et également catalogue de deux expositions du même nom, qui ont eu lieu de mai à octobre au CNL et de juin à juillet 2014 au CCR de Neumünster, *Prendre le large* est un ouvrage réalisé avec le plus grand soin, et cela se remarque: de nombreuses photographies, reproductions de tableaux et de dessins, ou clichés d'objets parsèment le livre et son design graphique (équilibre entre les images et le texte sur la page, fluidité et interruption de la lecture) est d'une grande maîtrise.

Mais *Prendre le large* n'est pas seulement un bel ouvrage: Corina Ciocârlie en a fait un livre du «ne pas tenir en place», sur la dichotomie partir/rester, sur l'ici douillet et l'ailleurs mystérieux, sur le Grand-Duché de Luxembourg, prison pour les uns, lieu de passage pour les autres, mais endroit propice aux rêveries littéraires de l'échappement. Pour illustrer ces propos, Corina Ciocârlie a choisi d'accompagner cinq figures emblématiques de la littérature luxembourgeoise, d'apprendre à les connaître, avec leurs envies et fêlures, à savoir Pierre Joris («celui qui part pour ne plus revenir»), Gilles Ortlieb («celui qui arrive et s'installe, tout en gardant ses malles prêtes pour repartir»), Jean Portante («celui qui sans cesse va et vient»), Lambert Schlechter et Guy Rewenig («ceux qui préfèrent le voyage immobile, vers des destinations exotiques cantonnées aux rayonnages de leur bibliothèque», p. 8), même si cette évocation de Lambert Schlechter n'est pas tout à fait juste, comme il s'agit d'un auteur qui part régulièrement en ermitage au milieu d'une colline toscane ou au bord d'un lac suisse, mais cela est évoqué plus loin dans le livre.

Et en effet, Corina Ciocârlie analyse dans son livre les motifs récurrents du départ, les lieux (re-)traversés, les «nœuds ferroviaires et littéraires» (p. 10) et le lot de correspondances qu'apporte chaque nouveau voyage pour ces cinq auteurs. Elle évoque le nomadisme à la fois géographique (l'auteur a vécu à La Havane, à Paris, etc.) et poétique de Jean Portante, auteur luxembourgeois d'origine italienne qui se sent à jamais bipolaire et qui a toujours l'impression de n'être pas né à un seul endroit. Ce qui fait de la nationalité une seule question de hasard. De cette hésitation constitutive, Jean Portante a fait tout un programme littéraire, avec ce qu'il nomme sa langue «baleine», c'est-à-dire un français dans lequel respire (comme le poumon de la baleine) une langue d'avant, qui est l'italien. Jean Portante ne se considère donc pas un écrivain francophone. Son français est une langue hantée par d'autres langues.

Le livre continue par l'exigence du déracinement tel que l'éprouve Pierre Joris, le plus américain des auteurs luxembourgeois contemporains. Déjà très jeune, Pierre Joris est happé par ce qu'on appelle le *Fernweh*, l'attirance de l'ailleurs. L'auteur fait ses études à Paris, lit les auteurs américains de la beat generation, abandonne ses études de médecine, prend une chambre dans la librairie Shakespeare & Co où il fait la rencontre du poète marocain Mohammad Khaïr-Eddine, qui lui dit qu'il est possible d'écrire dans une autre langue que la sienne. Ensuite, il multiplie les déplacements : New York, Constantine, Algérie, Californie, Albany, Brooklyn : Pierre Joris est celui qui rêve sans cesse d'horizons différents et non pas d'enracinement. Tout comme sa langue est un babil qui mélange l'anglais à du français, allemand, luxembourgeois, *et alia*.

Le voyage, chez Lambert Schlechter, infatigable diariste, ressemble plutôt à un cycle qui repasse toujours par les mêmes points fixes (par exemple, quand il va à Montréal, il passe au bistrot Les Gâteries, rue Saint-Denis, parce que c'est « son » bistrot), moments de bonheur pour l'écrivain, tout comme il lit et relit toujours les mêmes auteurs (Montaigne, Quignard, Chen-Fou, etc.) qui l'accompagnent comme des amis. Voyager, pour Lambert Schlechter, c'est une histoire de retrouvailles et de fidélité. L'écrivain a besoin de repères, en premier lieu celui de sa bibliothèque d'Eschweiler.

Gilles Ortlieb, écrivain frontalier, comme il se désigne lui-même, a toujours eu une relation ambiguë avec le Grand-Duché, l'endroit où il ne voulait jamais vivre, mais où il a fini par passer un quart de siècle en tant que fonctionnaire européen au Kirchberg. Toujours prêt à partir, cependant. Toujours, dès qu'il aura quelques jours, déjà parti, en Grèce souvent (son pays d'adoption), ou alors visiter les lieux abandonnés de la sidérurgie afin de les retenir dans son livre *Le Tombeau des anges*, qui lui a valu le prix Servais en 2012. Mais, comme il le dit lui-même, Gilles Ortlieb est doté d'une perception aiguë, d'un sens de l'observation extrêmement pointu, et peu d'auteurs ont réussi à décrire le Luxembourg comme il l'a fait dans ses trois livres grand-ducaux². Comme s'il le découvrait à chaque fois de l'extérieur. Comme s'il refusait d'admettre qu'il y résidait depuis des années déjà.

Guy Rewenig est sans doute le plus immobile des cinq voyageurs portraîtés, malgré le fait, comme il l'explique lui-même, d'avoir vécu, jeune enfant, à Gasperich, au milieu d'un îlot ferroviaire, d'un pâté de maisons encerclées par des rails, qui observait, comme une tour de contrôle, le va-et-vient des trains. Dans ce dernier portrait, Corina Ciocârlie insiste surtout sur l'engagement de l'écrivain, co-fondateur de l'ASTI, qui dit de lui-même qu'il est « resté un étranger » toute sa vie, qui s'est toujours placé du côté des démunis, des opprimés, contre les gros propriétaires, les patrons avarés et les néofascistes.

Prendre le large invite justement à cela : à prendre le large, non pas toujours au sens littéral, c'est-à-dire tout simplement se casser du Grand-Duché (encore que, ça fait un bien fou, comme le dit Gilles Ortlieb de façon plus élégante), mais de laisser voguer ses pensées également, de se repositionner dans ce vaste monde, de renouveler son point de vue. Livre très complet, rempli de toutes sortes de souvenirs des

² *Petit-Duché du Luxembourg*, Cognac: Le temps qu'il fait, 1991; *Gibraltar du Nord*, Cognac: Le temps qu'il fait, 1995; *Vraquier*, Bordeaux: Finitude, 2013.

cinq auteurs (Corina Ciocârlie raffole de souvenirs, d'endroits qui n'existent plus : elle a une véritable passion de la nostalgie, même redondante, quand il s'agit, par exemple, pour la énième fois de se remémorer la disparition du cinéma Eldorado) et truffé de petits fragments de texte inédits tout à fait complémentaires au corps principal de l'essai. *Prendre le large* est un livre très intéressant, non seulement pour l'étudiant qui veut en savoir davantage sur les écrivains mentionnés, tout autant sur leur vie que sur ce qui anime leur écriture, mais également pour tous ceux qui aiment se plonger dans l'univers de ces cinq auteurs, d'avoir la sensation d'être – ne serait-ce que pour un bref instant – leur compagnon de route.

Ian de Toffoli

Heinz SIEBURG (Hrg.), Vielfalt der Sprachen – Varianz der Perspektiven. Zur Geschichte und Gegenwart der Luxemburger Mehrsprachigkeit (Interkulturalität: Studien zur Sprache, Literatur und Gesellschaft, Bd. 3), Bielefeld: transcript, 2013, 267 S.; ISBN: 978-3-8376-2030-6; 30,80 €.

Der vorliegende Band führt zu einem großen Teil die Vorträge zusammen, die im Rahmen einer interdisziplinären und mehrsprachigen Vorlesungsreihe des Studiengangs *Bachelor en Cultures européennes* im Sommersemester 2011 an der Université du Luxembourg gehalten wurden. Das Format der Veranstaltung hat wohl die Teilnehmerinnen und Teilnehmer und entsprechend die Autorinnen und Autoren der Beiträge bestimmt: Sie kommen von der Universität du Luxembourg und der benachbarten Universität Trier in Deutschland und vertreten solche Fächer wie Erziehungswissenschaften, Soziologie, Literaturwissenschaft, Sprachwissenschaft, Interkulturelle Kommunikation und Deutsch als Fremdsprache.

Gewidmet ist der Band einem Thema, für welches Luxemburg *per se* als Land und Sprachengemeinschaft in der Gegenwart steht und das auch in seiner Geschichte nie an Aktualität verloren hat – dem Thema *Mehrsprachigkeit*. Wie der Herausgeber im Vorwort selbst betont, verfolgt der Band das Ziel, die hochkomplexe mehrsprachige Situation in Luxemburg „unter verschiedenen fachdisziplinären Blickwinkeln und bezogen auf unterschiedliche Fragestellungen hin zu beleuchten“, „die Voraussetzungen, Ausprägungen und Entwicklungen der Luxemburger Mehrsprachigkeit weiter zu erhellen und gleichzeitig einen Beitrag in Hinblick auf einen übergreifenden Mehrsprachigkeitsdiskurs zu leisten“ (S. 7). Dem Vorwort des Herausgebers sind auch die Prinzipien der Gliederung der Beiträge im Band zu entnehmen. Der Band strebt an:

„[...] das Besondere dem Allgemeinen sowie die dezidiert historische Perspektive der verstärkt gegenwartsbezogenen Ausrichtung folgen zu lassen. Am Anfang steht eine Untersuchung, die das Superdiversitätskonzept [...] auf die spezifisch Luxemburger Situation appliziert. Dem folgen generalisierende Abhandlungen über die Stellung der französischen und der deutschen Sprache in Luxemburg. Die sich daran anreihenden Beiträge zeigen die Ausprägungen der Luxemburger Mehrsprachigkeit in unterschiedlichen Spezialuntersuchungen und bezogen auf literarische bzw. pressemediale Gegenstände. Und schließlich runden zwei sprachhistorisch orientierte Studien den Band ab [...].“

Der Bezug zum Thema *Mehrsprachigkeit* zieht sich wie ein roter Faden durch alle Beiträge. Die ersten drei Aufsätze untersuchen es aus soziologischer, erziehungswissenschaftlicher und linguistischer Perspektive und verbinden auf eine gelungene Art und Weise Diachronie und Synchronie. Sie beleuchten zentrale Aspekte der Sprachenverwendung in der luxemburgischen Gesellschaft seit dem 19. Jahrhundert bis heute. Der erste Aufsatz von Charles BERG, Marianne MILMEISTER und Christiane WEIS diskutiert das im Rahmen der Soziologie entstandene Konzept der Superdiversität, beweist die Produktivität seiner Übertragung auf den historischen und politischen Kontext, die demografische Entwicklung, die Sprachensituation, die Kultur und Religion, die Vielfalt der Migrantenstatuten in Luxemburg und fragt mit Blick auf dieses Konzept nach der Rolle der Universität in der sich verändernden luxemburgischen Gesellschaft. Fernand FEHLEN stellt im zweiten Beitrag die Dynamik der Veränderungen der soziolinguistischen Position des Französischen in den Mittelpunkt, die den Bogen von einer nur von einem kleinen Teil der Macht- und Bildungselite gesprochenen Prestigesprache im 19. Jahrhundert bis hin zur *lingua franca* der modernen luxemburgischen Gesellschaft und Wirtschaft spannt und weiteren Wandelprozessen in Konkurrenz mit Englisch und Luxemburgisch sowie unter dem Einfluss der Bildungsreformen (allen voran der Reformen des Sprachenunterrichts seit 2004) unterliegt. Dabei stehen nicht nur die Entwicklungen der letzten zwei Jahrhunderte im Fokus, sondern auch die Vorgeschichte vor der Staatsgründung. Als Fortsetzung dieser Thematik ist der dritte Beitrag von Heinz SIEBURG zu sehen, der allerdings der kontroversen Rolle der deutschen Sprache in der luxemburgischen Gesellschaft von gestern und heute gewidmet ist: Die Sicht auf das Deutsche als Teil des kulturellen Erbes weder im Sinne einer Muttersprache, noch einer Fremdsprache, sondern im Sinne einer „Eigensprache“ (S. 101), wird immer noch von der Erfahrung des Zweiten Weltkrieges überlagert und tangiert sowohl den Status der Sprache in der Gesellschaft als auch die Einstellungen der Bevölkerung ihr gegenüber. Genauso wie beim Französischen deutet sich aber auch hier ein Wandel an, dessen Folgen noch abzuwarten bleiben: Während das Französische seinen Status als exklusive Prestigesprache verliert und sich in Richtung einer allgemeinen Arbeits- und Geschäftssprache entwickelt und in dieser Domäne auf das Englische trifft (vgl. den Beitrag von Fernand FEHLEN), konstatiert SIEBURG für das Deutsche, in Anlehnung an die Ergebnisse einer IDENT-Studie, dass sich die Sympathiewerte für das Französische mit dem abnehmenden Alter deutlich verringern, während die des Deutschen ebenso klar ansteigen (S. 102).

Die folgenden vier Beiträge untersuchen das Phänomen *Mehrsprachigkeit* in seiner Manifestation in den luxemburgischen Literaturen als ein definitorisches Merkmal von deren Interkulturalität. Die thematische Bandbreite erstreckt sich von den verschiedenen Arten der textuellen Mehrsprachigkeit und den metasprachlichen Diskursen der Schriftstellerinnen und Schriftsteller über diese (vgl. den Beitrag von Jeanne E. GLESENER), über verschiedene Formen und Funktionen der Mehrsprachigkeit (sowohl die parallele Existenz von Literaturen in verschiedenen Sprachen ohne bemerkbare Wechselwirkung aufeinander als auch das Ineinandergreifen von verschiedenen Sprachen innerhalb eines Werkes (vgl. den Beitrag von Irmgard HONNEF-BECKER) bis hin zu Untersuchungen der Sprachenwahl bei ausgewählten Autoren (vgl. den Beitrag Frank WILHELMS) oder die Übersetzungsstrategien

bestimmter Textsorten aus einer Sprache in die andere (z.B. die Übersetzungen der Kinderbücher Guy Rewenigs aus dem Luxemburgischen ins Deutsche, vgl. die Analysen im Beitrag von Peter KÜHN, die unter Rückgriff auf das linguistische Modell der Nähe- und Distanzsprache erfolgen).

Die Analyse bestimmter Textsorten bzw. Diskurse vereint zwei weitere Beiträge von Aurélie HAISMANN und Dominic HARION, auch wenn diese in ihrer Anlage, ihren thematischen Schwerpunkten und ihrer methodischen Herangehensweise unterschiedlich sind. Der Aufsatz von HAISMANN ist den französischsprachigen Tageszeitungen Luxemburgs *La Voix du Luxembourg*, *Le Quotidien* und *L'essentiel* gewidmet und versucht, durch die Analyse ihrer Gliederungsrubriken die Klassifizierung der Tageszeitungen vorzunehmen. Harion stellt in seinem historisch orientierten Beitrag die mehrsprachige, in hohem Maße formelhaft geprägte Ausfertigungspraxis von Stadtschreibern und Notaren vor und erläutert, wie das Neben- und Ineinander zweier Sprachen – Deutsch und Französisch – in einem ausgewählten Bestand der mittleren fiskalischen Verwaltung – den Ordonnanzen, Quittungen, Rechnungsbelegen, Bittstellerbriefen und Protokollen (*pièces des comptes*) aus den Jahren 1662 bis 1684 – greifbar wird.

Im letzten Beitrag geht Britta Weimann auf die im Rahmen des Projekts „Historische Wortbildung des moselfränkisch-luxemburgischen Raumes (WBLUX)“ unter der Leitung von Heinz Sieburg und Peter Gilles an der Universität Luxemburg diskutierten Fragen nach dem Einfluss der Verschriftlichung auf die Prozesse der Wortbildung und die Problematik der Verwendung der Termini *alt-*, *mittel-* und *frühneuhochdeutsch* für die Vorgeschichte des Luxemburgischen ein. Im Mittelpunkt des Projekts standen handschriftliche und gedruckte germanisch-volkssprachige Quellen des 13. bis 18. Jahrhunderts, die auf dem Territorium der historischen Grafschaft Luxemburg entstanden sind.

Es bleibt festzuhalten, dass der Band einen guten Einblick in die aktuelle Diskussion über das Thema *Mehrsprachigkeit in Luxemburg* bietet. Dabei werden unterschiedliche Sichtweisen zusammengeführt, die sich alle einerseits zur Vertiefung der synchron angelegten Beschreibungen durch die historische Dimension und andererseits zur Verortung der luxemburgischen Mehrsprachigkeit (und folglich auch ihrer Erforschung) im größeren Kontext der Großregion bekennen. Darin besteht ein deutlicher Mehrwert des Bandes.

Natalia Filatkina (Trier)

75 Jar F.C. Syra Menster 1938 – 2013, Luxembourg 2014; ISBN 978-99959-0-052-6.

Die vorliegende Festschrift zum 75. Geburtsjahr des FC Syra Menster geht auf 256 Seiten auf die Geschichte des Fußballvereines ein. Auf 130 Seiten beschreibt Gast Gengler detailreich die Geschichte des Vereines, wobei einerseits die Gründungsjahre, dann die Kriegsjahre und der Neustart nach dem Krieg viel historischen Kontext liefern, in welchem sich der Verein jeweils entwickeln konnte oder sich anpassen musste. Dabei werden der sportliche Aufstieg des Vereins, die sich wandelnde Spielerzusammensetzung und natürlich der Ausbau der sportlichen Infrastrukturen

entsprechend gewürdigt. Die Entwicklung des Vereins verlief parallel zur Entwicklung der Gemeinde und spiegelt diese teilweise wider. Besonders das verwendete Bildmaterial unterstreicht diese Entwicklung von der bäuerlichen Landgemeinde zu der vor den Toren der Stadt Luxemburg gelegenen Wohngemeinde. Sylvain Hoffman zeichnet die Jahre 2003 bis 2013 nach, wobei die spielerischen Ergebnisse im Mittelpunkt stehen. Die Jugendarbeit des Vereins, aber auch die „Veteranen“ werden entsprechend gewürdigt.

Ein sehr interessantes Kapitel der Gemeindegeschichte wird von John Feller unter dem Titel „Krunnewaasser“, Geschichte eines Jahrhunderts Trinkwasserleitung in der Gemeinde Betzdorf, anhand der Unterlagen aus dem Gemeindearchiv erzählt. Ab dem Ende des 19. Jahrhunderts hat die Gemeindeverwaltung sich kontinuierlich mehr und mehr um die Wasserversorgung gekümmert. Der Bau von Wasserleitungen zog Gemeindereglemente zur Nutzung, aber auch regelmäßige Preisdiskussionen nach sich. Aufschlussreich sind die doch unterschiedlich verlaufenden Entwicklungen in den einzelnen Ortschaften der Gemeinde. Erst ab 1930 musste für das Wasser bezahlt werden, und der Einbau von Wassermessgeräten produzierte auch Unterlagen zur Anzahl der Wasserhähne in den Häusern und zur Nutzung des Wassers. Toiletten mit Wasserspülung und Badezimmer waren noch recht selten in Betzdorf, als in Roodt schon 38,5% der Häuser einen Wasseranschluss im WC und 23,1% im Bad hatten (S. 220-221).

Wasserleitungen bedingen im Laufe der Zeit auch den Auf- und Ausbau von Abwasserkanälen. Da die Gemeinde Betzdorf lange Zeit ihre Wasserversorgung durch eigene Quellen abdeckte, war man vom Niederschlag abhängig. Wenig Regen hieß immer mal wieder Wasserknappheit und steigende Wasserpreise. Erst mit der Schaffung von Wassersyndikaten konnte dieses Problem einer zufriedenstellenden Lösung zugeführt werden. Mehr und mehr wurde die Wasserversorgung von einer lokalen zu einer regionalen und nationalen Frage.

Dieser Aufsatz zeigt, dass in manchen Gemeindearchiven wertvolle Dokumente verwahrt werden, deren Auswertung viel zur lokalen und nationalen Geschichtsschreibung beitragen kann. Man kann nur hoffen, dass er andere Lokalhistoriker anregen wird, in ihren Gemeindearchiven solchen Fragen nachzugehen.

Paul Dostert